



POLITIQUES ET INITIATIVES

AUTRICHE

1. Stratégie Alimentaire de Vienne
2. L'avenir de l'agriculture dans le Burgenland
3. Appétit pour l'avenir
4. Approvisionné+proche
5. Zone de Développement urbain de Rothneusiedl
6. L'avenir de l'alimentation
7. Chemin culinaire pour les enfants de Tyrol

BELGIQUE

8. Stratégie alimentaire de Gente en Garde
9. Manger Demain - Wallonie
10. Programme stratégique transversal de Namur
11. La stratégie Good Food 2 de Bruxelles
12. Stratégie alimentaire de la Flandre

ALLEMAGNE

13. Ville biologique de Nuremberg
14. ReProLa
15. Stratégie alimentaire du Baden-Württemberg
16. Stratégie alimentaire de Berlin
17. Stratégie alimentaire de Cologne

PORTUGAL

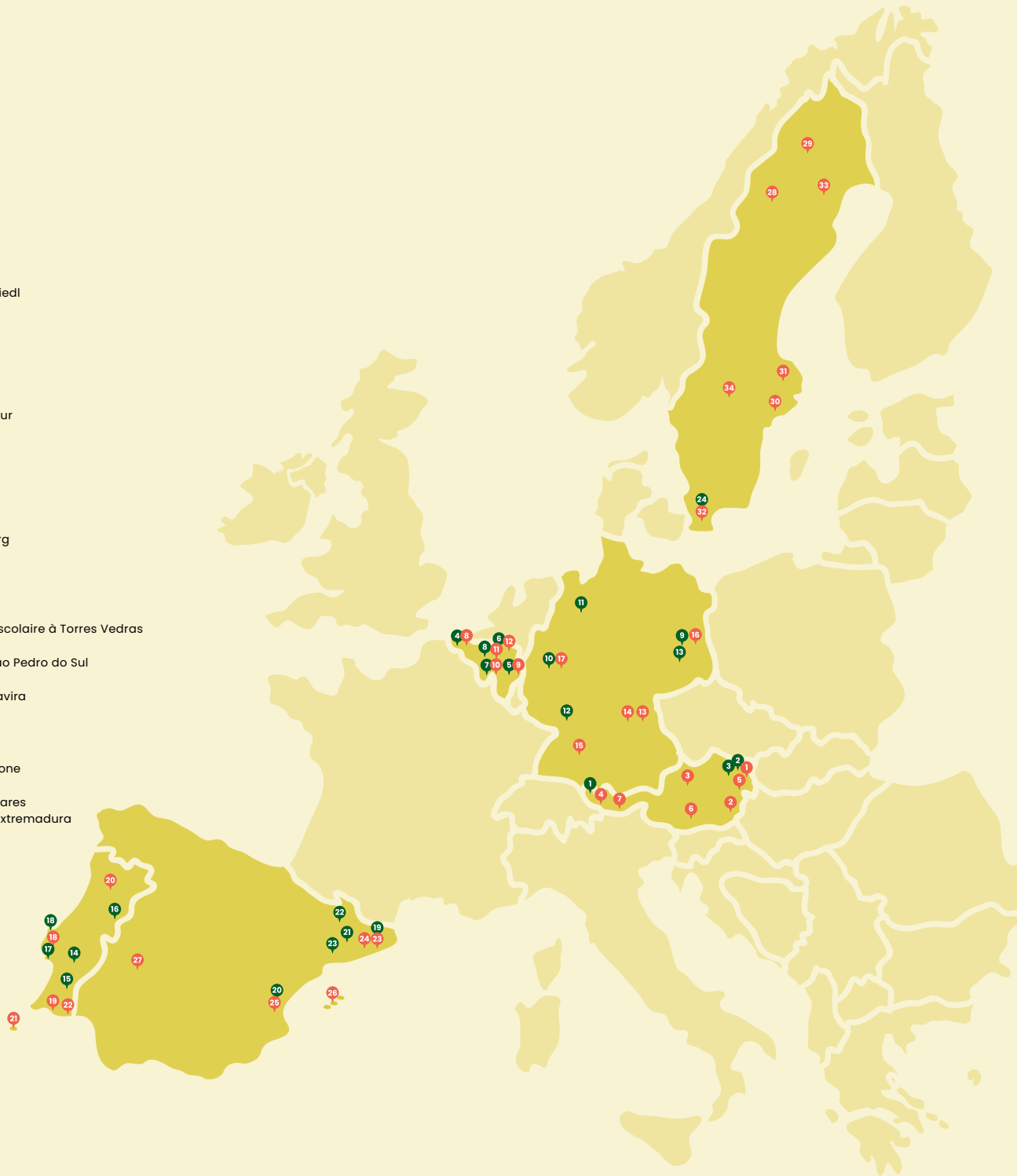
18. Programme de durabilité de l'alimentation scolaire à Torres Vedras
19. Systèmes alimentaires durables en Algarve
20. Cabinet d'appui au développement rural São Pedro do Sul
21. Stratégie alimentaire de Funchal
22. Promotion de la diète méditerranéenne à Tavira

ESPAGNE

23. La stratégie alimentaire de Barcelone
24. La stratégie d'agriculture urbaine de Barcelone
25. La stratégie agroalimentaire de Valence
26. L'Initiative législative populaire des îles Baléares
27. La Stratégie d'économie verte et circulaire Extremadura

SUÈDE

28. La stratégie alimentaire de Västerbotten
29. La stratégie alimentaire de Norrbotten
30. La stratégie d'aménagement du territoire de Södertälje
31. La stratégie alimentaire de la région de Stockholm
32. La politique alimentaire de Malmö
33. La vision alimentaire de Sápmi
34. La stratégie climatique d'Örebro



ESPACES DE DÉLIBÉRATION

AUTRICHE

1. Conseil Citoyen du Vorarlberg: L'avenir de l'agriculture
2. Conseil de la politique alimentaire de Vienne
3. RegioLog

BELGIQUE

4. Conseil de la politique alimentaire de Gente en Garde
5. Collège Wallon de l'Alimentation durable
6. Conseil de la politique alimentaire d'Anvers
7. Conseil agroalimentaire durable namurois - CADNamurois
8. Le conseil participatif Good Food

ALLEMAGNE

9. le conseil de la politique alimentaire de Berlin
10. le conseil de la politique alimentaire de Cologne
11. le conseil de la politique alimentaire d'oldenburg
12. le conseil de la politique alimentaire de Heidelberg
13. le conseil de la politique alimentaire de Brandenburg

PORTUGAL

14. La stratégie alimentaire de montemor
15. Réseau alimentaire de mértola
16. L'écorégion d'Ilanha-a-Nova
17. FoodLink de Lisbonne
18. Comité de cogestion Peniche

ESPAGNE

19. Agròpolis
20. Conseil municipal de l'alimentation de Valence
21. L'Observatoire de l'eau de Terrassa
22. Conseil municipal de l'alimentation de Saragosse
23. Processus participatif pour les cantines scolaires de Catalogne

SUÈDE

24. Le conseil de la politique alimentaire de Malmö



AUTRICHE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Stratégie alimentaire de Vienne

DATE DE DÉBUT/ FIN	2018–en cours (adoption en attente)
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Vienne
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Conseil de la politique alimentaire de Vienne (CPA) et Département municipal pour la protection de l'environnement (MA22)
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le processus d'élaboration de la stratégie alimentaire viennoise a débuté en 2018, avec pour objectif d'imaginer à quoi devrait ressembler le système alimentaire viennois dans 10 à 20 ans. La stratégie précise que l'approvisionnement et la consommation de nourriture devraient être organisés à l'échelle régionale pour protéger l'environnement. Elle devrait être guidée par quatre principes fondamentaux : la durabilité, la résilience, la solidarité et la coopération.</p> <p>Sous la direction du CPA de Vienne, des groupes de travail composés de membres de la communauté ont été mis en place. Ces groupes, soutenus par des consultations d'experts, ont produit quatre documents de synthèse thématiques qui ont servi de base à la rédaction de la stratégie. Le projet de stratégie lui-même a été élaboré au cours de dix ateliers. Il s'articule autour de quatre grands domaines d'action : (1) production agricole et réseaux alimentaires ; (2) restauration collective et hors foyer ; (3) compétences nutritionnelles et participation ; et (4) utilisation éthique de la nourriture et équité. Chacun de ces domaines comprend 4 à 6 objectifs, complétés par des mesures spécifiques qui devraient être réalisées à moyen et à long terme.</p> <p>Les mesures doivent être mises en œuvre par les entités gouvernementales de manière participative. En fonction de la portée et de la nature de chaque mesure spécifique, leur mise en œuvre prévoit des interventions juridiques ou des réglementations contraignantes, par exemple pour une part minimale d'aliments biologiques dans la restauration collective. Si certaines mesures ont déjà été mises en œuvre, d'autres doivent encore être lancées.</p> <p>La formulation de la stratégie a eu lieu dans le cadre d'un processus de retour d'information interactif lancé en 2021. Grâce à un outil en ligne, un large éventail d'acteurs du système alimentaire urbain (secteurs de l'économie et de la santé, universités, société civile) a été invité à donner son avis sur des objectifs et des mesures spécifiques qui les intéressent ou les affectent. Les réactions d'une cinquantaine de personnes ont été consolidées, soumises au même groupe d'acteurs pour validation et réintégrées dans le projet de stratégie.</p> <p>La mise en œuvre de la stratégie concernant les principaux domaines d'action devait être poursuivie par quatre groupes de travail composés de représentants de la société civile (membres du CPA), d'employés du MA22 et d'un conseil consultatif scientifique. Suite à un changement de poste à la tête du MA22 à l'été 2022, l'intérêt du département municipal pour le processus a largement cessé. Cela s'explique également par le fait qu'il n'y a pas de poste rémunéré consacré au développement ou à la mise en œuvre de la stratégie, et que l'engagement antérieur au sein du département dépendait plutôt de l'intérêt personnel des employés précédents. Ainsi, les mesures spécifiques prévues dans la stratégie n'ont pas été mises en œuvre, mais certaines d'entre elles ont tout de même progressé. L'initiative "RegioLog" par exemple, même si elle n'est pas directement liée, peut être considérée comme un résultat implicite de la stratégie.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://ernaehrungsrat-wien.at/2019/10/13/entwicklung-der-ernaehrungsstrategie-fuer-die--stadt-wien/



AUTRICHE

POLITIQUES ET INITIATIVES

L'avenir de l'agriculture dans le Burgenland (*Zukunft.Landwirtschaft Burgenland*)

DATE DE DÉBUT / FIN	2017-2025
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	État fédéral du Burgenland
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Gouvernement fédéral du Burgenland
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>L'initiative <i>Zukunft.Landwirtschaft</i> (Avenir.Agriculture) a été lancée en 2017 dans et pour le Land autrichien du Burgenland. Les objectifs énoncés dans l'initiative doivent être mis en œuvre d'ici 2025. L'initiative vise à trouver des stratégies alternatives pour l'agriculture au-delà d'un paradigme de croissance. Le processus a été commandé par le conseiller agricole du Land et les stratégies ont été élaborées en coopération avec l'Université des ressources naturelles et des sciences de la vie de Vienne (BOKU), l'Institut de recherche pour l'agriculture biologique (FiBL) et avec la participation des agriculteurs.</p> <p>La politique est intégrée dans le programme de développement régional, qui prévoit que l'agriculture et la sylviculture doivent être maintenues et développées d'une manière régionalement typique, multifonctionnelle et durable. Au total, six domaines de développement stratégique sont inclus : (1) l'agriculture biologique, la protection du paysage et de la nature ; (2) la coopération, la communication et l'éducation ; (3) l'exploitation agricole en tant qu'espace de vie et de travail ; (4) la politique agricole et les structures de soutien ; (5) les produits et services innovants ; (6) la transformation et la commercialisation innovantes. Les principaux objectifs de la politique sont de promouvoir la compétitivité de l'agriculture, d'assurer une gestion durable des ressources naturelles et la protection du climat, et de parvenir à un développement spatial équilibré de l'économie rurale et des municipalités rurales.</p> <p>Dans le cadre de la série d'ateliers "L'agriculture a de l'avenir", des perspectives pour l'agriculture et des projets ont été développés avec plus de 170 participants invités provenant des institutions de recherche impliquées, du gouvernement fédéral, de la chambre d'agriculture, ainsi que des agriculteurs conventionnels et biologiques. L'atelier de lancement a ouvert un débat sur les stratégies durables possibles pour les petites et moyennes exploitations. En outre, quatre ateliers régionaux et un atelier pour les femmes ont eu lieu. Ils ont recueilli des exemples de bonnes pratiques de projets réussis dans les régions et ont recherché et discuté des idées novatrices, des plans et des projets concrets à mettre en œuvre. À ce jour, la relance de la "marque ombrelle Burgenland", qui est un label pour les produits d'origine régionale, a été lancée.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.burgenland.at/fileadmin/user_upload/Downloads/Umwelt_und_Agrar/Agrar/Publikationen/Zukunft_Landwirtschaft_Strategiekonzept_Seiten.pdf



AUTRICHE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Appétit pour l'avenir (*Appetit auf Zukunft/Gutes*)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2014/2021 - en cours
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	État fédéral de Haute-Autriche
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Gouvernement fédéral de l'État de Haute-Autriche et de Bio-Autriche OÖ
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le projet <i>Appetit auf Zukunft</i> (Appétit pour l'avenir) a été lancé en septembre 2014. À l'origine, il a été initié par l'association des agriculteurs biologiques de Haute-Autriche (<i>Bio Austria OÖ</i>) et le conseiller d'État du département de l'environnement de Haute-Autriche, qui finance le projet depuis lors. En 2021, le projet a été relancé sous le nom de <i>Appetit auf Gutes</i> (Appétit pour le bien) et est désormais géré en coopération entre les deux initiateurs et le <i>Klimabündnis OÖ</i>. Le projet promeut des idées innovantes sur la manière dont les consommateurs et les producteurs, ainsi que les municipalités, peuvent mettre en place des initiatives locales qui garantissent un approvisionnement alimentaire biologique, régional et saisonnier.</p> <p>Le cœur <i>Appetit auf Gutes</i> est un fonds qui aide à lancer des initiatives locales liées à l'alimentation en Haute-Autriche. Au départ, il s'agissait de soutenir financièrement la création de six coopératives alimentaires et de soutenir financièrement une coopérative alimentaire déjà existante. Depuis, le projet a soutenu financièrement 32 initiatives différentes, la plupart étant des coopératives alimentaires et des initiatives d'agriculture soutenue par la communauté, mais aussi une coopérative, un magasin de village avec un système de pré-commande et d'autres initiatives. En outre, ils animent des ateliers, co-organisent des réunions de mise en réseau et fournissent des conseils individuels et des informations spécialisées sur la manière de mettre en place et de gérer certaines initiatives. Ils ont également publié un manuel sur les coopératives alimentaires.</p> <p>En général, le projet travaille en étroite collaboration avec les initiatives sur un pied d'égalité. Les sept coopératives alimentaires initiales ont participé à une évaluation qui a permis de définir l'orientation du projet. Les décisions relatives aux thèmes du projet sont étayées par des enquêtes et des avis recueillis par l'intermédiaire d'un groupe de messagerie interne. Globalement, le projet se conçoit comme un réseau de personnes engagées dans la production, l'approvisionnement et la consommation d'aliments à petite échelle.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.bio-austria.at/a/konsument/appetitaufgutes/



AUTRICHE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Approvisionnement+proche (*nah+versorgt*)

DATE DE DÉBUT / FIN	2022-en cours
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Région Klostertal-Arlberg (Vorarlberg)
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	REGIO Klostertal-Arlberg (association de planification régionale)
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>nah+versorgt est un projet de la REGIO Klostertal-Arlberg qui réunit cinq municipalités. Il se concentre sur trois thèmes : (1) l'alimentation et l'approvisionnement local ; (2) la création d'une communauté au sein des municipalités ; et (3) l'environnement, le climat et l'environnement social. Son objectif est d'élaborer un "concept de développement sectoriel régional", qui servira de ligne directrice pour la transformation de la région afin d'améliorer la qualité de vie, tant pour les habitants que pour le tourisme. Le processus devrait être achevé d'ici 2024.</p> <p>En ce qui concerne l'approvisionnement alimentaire local, l'idée est d'analyser l'état actuel de l'offre et de la fourniture dans la région, tout en impliquant les citoyens des différentes communautés dans ce processus. Il s'agit donc de donner une vue d'ensemble des fournisseurs régionaux de produits alimentaires et de connaître les besoins et les souhaits de la population. Une première enquête, menée en ligne et par l'intermédiaire d'un journal local, a révélé qu'il y avait un manque perçu de fournisseurs de produits alimentaires locaux et de vendeurs directs pour répondre aux besoins quotidiens. Par conséquent, le renforcement et l'expansion des possibilités d'approvisionnement régional ont déjà été inclus dans les objectifs.</p> <p>nah+versorgt a été développé avec le soutien du "Zukunftswerkstatt" (atelier pour l'avenir). Il s'agit d'un groupe fermé composé de cinq représentants de la société civile issus des municipalités respectives, qui se réunissent régulièrement avec le conseil d'administration de la REGIO. Le Zukunftswerkstatt lui-même est censé être indépendant des comités politiques et est coordonné par la REGIO. Pour l'avenir, il est prévu d'intégrer des personnes des municipalités qui sont plus familières avec le sujet actuel.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://klostertal-arlberg.at/themen/nah-versorgt



AUTRICHE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Zone de développement urbain Rothneusiedl

DATE DE DÉBUT/ FIN	2019 - 2030 (début de la construction prévu)
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Rothneusiedl (10th quartier de Vienne)
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Département municipal de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire (MA21)
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>La zone de Rothneusiedl, d'une superficie de 124 hectares, sera un nouveau quartier développé dans le sud de Vienne. Le projet est considéré comme un "projet pionnier" pour le développement urbain en termes de protection et d'atténuation du climat, ainsi que de participation des citoyens. En 2019, le concept structurel de Rothneusiedl a commencé à évoluer. Globalement, l'initiative vise à déployer une approche holistique du développement urbain et est conceptualisée comme un processus participatif à long terme jusqu'en 2030, date à laquelle il est prévu de commencer la construction.</p> <p>Le concept structurel a été achevé en 2021 et comprend une charte en 9 points, servant de ligne directrice au processus, abordant un large éventail de sujets tels que la conception d'espaces verts et ouverts, l'approvisionnement en énergie et la gestion des eaux de pluie. Il fait partie d'un plan de développement plus large pour le district urbain de Vienne (10th). En raison de l'histoire agricole de Rothneusiedl, l'agriculture est considérée comme le patrimoine et l'empreinte locale de la région. Ainsi, le soutien à l'agriculture urbaine et aux systèmes alimentaires locaux et innovants joue un rôle clé dans les deux concepts de développement. Les objectifs fixés sont censés être intégrés de manière à créer des effets de synergie (par exemple, la production de denrées alimentaires a lieu à l'intérieur et au-dessus des bâtiments et des espaces libres).</p> <p>Environ 300 personnes, participant à l'événement d'ouverture au Zukunftshof (ferme du futur) en mars 2023, le point de départ officiel de la participation de la communauté après l'élaboration du concept structurel, ont été consultées sur leurs préférences et leurs opinions concernant la conception et la mise en œuvre. Ils ont déclaré que Rothneusiedl devrait être une ville comestible et que les marchés pour les producteurs locaux et les citoyens devraient en faire partie. Le Zukunftshof, une ancienne ferme biologique qui a été convertie en coopérative et qui fonctionne désormais comme un centre de quartier accueillant plusieurs initiatives locales, est le centre névralgique, où les interactions sociales ont lieu pour promouvoir l'échange de connaissances et un mode de vie communautaire. L'implication des citoyens est en partie institutionnalisée par l'intermédiaire de la <i>Zukunftsteam</i> (équipe de l'avenir). Elle est composée de 14 citoyens sélectionnés au hasard (en fonction de l'âge et du sexe) et de sept représentants de la science, de l'agriculture, de la société civile et des initiatives communautaires. L'équipe travaillera en profondeur sur le développement urbain de Rothneusiedl avec les gagnants sélectionnés d'un concours ouvert pour développer le modèle de développement local afin d'apporter une expertise locale et une connaissance des besoins locaux.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://rothneusiedl.wien.wird.wow.at/



AUTRICHE

POLITIQUES ET INITIATIVES

L'avenir de l'alimentation (*Zukunft Essen*)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2023 - en cours
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	5 communes dans le Land de Haute-Autriche, 1 commune dans le Land de Carinthie
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	La région modèle pour le climat et l'énergie, Mühlviertler Kernland (Haute-Autriche), et le district de Spittal en Carinthie, en coopération avec <i>Zukunft Essen</i> (basé en Carinthie).
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Cette initiative a été lancée dans le cadre du projet "I like the taste (in Mühlviertel)". Les municipalités participantes ont chargé <i>Zukunft Essen</i> (Future Food) de coordonner et d'accompagner un processus participatif sur les marchés publics dans les écoles (similaire à <i>kinder.kulinarik.weg.tirol</i>). Dans un premier temps, l'organisation a visité des écoles dans les différentes municipalités pour fournir des informations sur ce thème afin que les participants puissent identifier les principaux besoins et intérêts à poursuivre en tant que mesures. Certains objectifs potentiels ont déjà été définis par les écoles lors de cette réunion et l'organisation a formulé des recommandations en fonction de leur situation spécifique. Les objectifs formulés peuvent varier en fonction du contexte spécifique de l'école : il peut s'agir de créer la possibilité de déjeuner à l'école ou d'établir des idées plus spécifiques telles qu'une certaine proportion d'aliments biologiques ou régionaux.</p> <p>Dans un deuxième temps, les écoles ont invité tous les parents, enfants et enseignants à répondre à une enquête. Certains des principaux sujets abordés concernaient les infrastructures ou le prix des repas et la manière de les financer, car dans certaines municipalités, ils coûtent 7 euros par jour.</p> <p>Enfin, les écoles ont pu participer à une table ronde organisée au cours de l'été 2023. Les directeurs d'école, les éducateurs, les enfants, les chefs cuisiniers, les parents, les fournisseurs de produits alimentaires et le maire de la municipalité se sont réunis pour discuter de la thématique qui les intéressait et décider concrètement de trois objectifs principaux que le maire et l'administration municipale mettront en œuvre ensemble. Des tables rondes ont été organisées dans les six communautés au cours de l'été. Il était également possible d'organiser des échanges entre écoles, où les participants de toutes les écoles pouvaient discuter ensemble de sujets spécifiques.</p> <p>La procédure de consultation fournira des informations sur trois sujets choisis par groupe, qui seront discutés entre l'organisation et les municipalités pour travailler à leur mise en œuvre. Le délai prévu pour la première phase d'identification des besoins est provisoirement d'un an à un an et demi.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	Gutes Schulessen für alle! (zukunft-essen.at)



AUTRICHE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Chemin culinaire pour les enfants de Tyrol (*kinder.kulinarik.weg.tirol*)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2018 - 2023
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	État fédéral du Tyrol
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	L'initiative a été lancée et est menée conjointement par <i>Agrarmarketing Tirol</i> (marketing agricole du Tyrol), <i>Pädagogische Hochschule Tirol</i> (école d'éducation du Tyrol), <i>Bildungsdirektion Tirol</i> (administration de l'éducation du Tyrol) et le gouvernement fédéral du Tyrol.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le <i>kinder.kulinarik.weg.tirol</i> (<i>kids.culinary.way.tyrol</i>) est un guide holistique destiné à aider les établissements d'enseignement du Tyrol à fournir des aliments sains, frais, régionaux et durables dans le cadre d'une stratégie plus large visant à mettre en œuvre une culture alimentaire durable en tant que thème holistique dans les établissements d'enseignement du Tyrol. Le guide est structuré en cinq champs d'action (principes fondamentaux, participation et communication, organisation et mise en œuvre, atmosphère alimentaire et éducation nutritionnelle), avec une liste de contrôle pour chacun d'entre eux, afin de connaître la situation actuelle de l'établissement et de savoir où se situent les potentiels de transformation. Le guide a été publié pour la première fois en 2022.</p> <p>L'initiative est le résultat d'un processus qui a impliqué deux autres initiatives qui ont déjà travaillé sur la restauration dans les établissements d'enseignement. L'initiative Manger ensemble dans les établissements d'enseignement du Tyrol (2018-2021) a été lancée par l'École d'éducation du Tyrol, le Conseil de la politique alimentaire d'Innsbruck et la compagnie d'assurance médicale du Tyrol. Ils ont collaboré avec de nombreuses personnes différentes issues de l'ensemble du système alimentaire afin d'élaborer une stratégie sur la manière de transformer la culture nutritionnelle dans le secteur de l'éducation. L'analyse du statu quo au sein des établissements a constitué un élément central de cette stratégie. Elle a été réalisée dans dix municipalités (de la périphérie au centre) et a donné lieu à des entretiens avec les directeurs pédagogiques et les "responsables" de l'administration municipale des établissements.</p> <p>L'initiative a évolué vers le projet "KIDchen" (2020-2023), dont les premières lignes directrices ont été élaborées sur la base de l'analyse du statu quo. Au cours de deux phases pilotes, plusieurs établissements de différentes municipalités ont été accompagnés dans le processus et des ateliers participatifs ont été organisés avec tous les groupes d'acteurs concernés (personnel de cuisine, propriétaires d'écoles, pédagogues, etc.) Jusqu'en juin 2023, une vingtaine d'établissements scolaires ont été impliqués et ont influencé une version révisée de <i>kinder.kulinarik.weg.tirol</i>, qui a été publiée en 2023.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.qualitaet.tirol/projekte/kinder-kulinarik-weg



AUTRICHE

ESPACES POLITIQUES

Conseil citoyen du Vorarlberg : L'avenir de l'agriculture

DATE DE DÉBUT/ FIN	2019
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	État fédéral du Vorarlberg
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Société civile (par pétition)
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le <i>Bürgerrat</i> (conseil citoyen) est une forme constitutionnelle de participation politique dans l'État fédéral du Vorarlberg, qui a lieu chaque année. Les conseils citoyens peuvent être lancés de différentes manières. Celui dont il est question ici a débuté par la collecte de 1 000 signatures (le Vorarlberg compte environ 401 000 habitants) pour une pétition qui oblige le gouvernement fédéral à créer un conseil citoyen. Le conseil sur "l'avenir de l'agriculture : Défis et solutions" a été stratégiquement organisé en 2019 par le Bureau du volontariat et de la participation, qui fait partie du gouvernement fédéral.</p> <p>Le processus a commencé par la création d'un groupe consultatif (Resonanzgruppe) composé de membres de l'administration publique ayant une expertise dans le domaine de l'agriculture. Ce groupe a accompagné les discussions et les décisions proposées lors des réunions du conseil citoyen et des cafés citoyens afin de trouver des synergies avec les projets existants et d'apporter une expertise supplémentaire. Trois ateliers ont été organisés dans trois régions différentes avec 32 agriculteurs représentant différents contextes de production (grands et petits, biologiques et conventionnels, etc.) afin d'intégrer les points de vue des agriculteurs dans les réunions du conseil citoyen. En tenant compte à la fois des points de vue des agriculteurs sur les défis et l'avenir de l'agriculture et des analyses du groupe consultatif, le conseil citoyen lui-même s'est tenu pendant un jour et demi avec 17 citoyens choisis au hasard. Le conseil a élaboré des recommandations et formulé une déclaration par consensus. Pour obtenir un retour d'information sur les résultats obtenus, trois cafés citoyens ouverts ont été organisés, auxquels 270 personnes ont participé et ajouté leurs points de vue. Enfin, le groupe consultatif s'est réuni à nouveau avec deux représentants du conseil citoyen pour discuter des synergies entre les résultats et les projets existants, ainsi que des possibilités de mise en œuvre.</p> <p>Ce processus a permis d'identifier dix domaines d'intervention, y compris des propositions de mesures et d'objectifs spécifiques. Ces domaines vont du renforcement de la régionalité dans le système alimentaire à la promotion de la coopération entre les agriculteurs et les consommateurs. Le gouvernement régional est tenu de répondre aux propositions, en indiquant les mesures déjà en place et celles qu'il souhaite mettre en œuvre à l'avenir.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://vorarlberg.at/-/buergerrat-zukunft-landwirtschaft



AUTRICHE

ESPACES POLITIQUES

Conseil de la politique alimentaire de Vienne

DATE DE DÉBUT/ FIN	2018 - en cours
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Ville et agglomération de Vienne
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Société civile
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le Conseil viennois de la politique alimentaire (<i>Ernährungsrat Wien</i>) est une association de la société civile composée d'une cinquantaine de personnes issues de milieux divers. Elle œuvre au développement d'un système alimentaire écologiquement et socialement durable pour la région de la ville de Vienne. Sa vision est la suivante : "Une bonne alimentation pour tous", qui comprend une compréhension de l'alimentation et des régimes alimentaires basée sur la durabilité écologique, la justice sociale, la communauté et la diversité. Le CPE de Vienne est structuré autour d'un cercle de coordination et de quatre groupes de travail, d'une assemblée plénière et invite occasionnellement des personnes à participer à des tables rondes thématiques. La plénière est ouverte à tous. C'est là que se déroulent les discussions de fond, que sont prises les décisions fondamentales et que sont élus les porte-parole du CPE.</p> <p>Le cercle de coordination est composé des porte-parole élus par le plénum et des délégués des groupes de travail. Il coordonne les activités du CPE. Les groupes de travail traitent de sujets concrets, de projets et de tâches. Ils sont constitués pour la durée d'un projet et se voient confier de nouvelles tâches, puis sont dissous ou poursuivis à long terme, selon les besoins. Les groupes de travail actuels sont "Agriculture urbaine et aménagement du territoire", "Achats publics de denrées alimentaires", "Culture alimentaire et sensibilisation", et "Extension et coordination des réseaux alimentaires durables". La table ronde rassemble les acteurs du système alimentaire viennois. Les événements ou les réunions de la table ronde ont lieu sur une base ad hoc. L'une des dernières tables rondes portait sur la restauration collective durable et a été organisée conjointement avec Die BioWirtInnen, une association de praticiens autrichiens travaillant dans le domaine de la gastronomie biologique, et avec des personnes issues du monde de la restauration. La participation au CPE de Vienne est ouverte à tous. Il met en relation des personnes, des initiatives, des organisations et des acteurs de l'ensemble du système alimentaire viennois, de la production alimentaire primaire à l'élimination des déchets, tout en collaborant avec l'administration municipale et les acteurs politiques.</p> <p>La collaboration prend diverses formes, en fonction des projets. Par exemple, pour la stratégie alimentaire de Vienne, le CPE de Vienne et la ville de Vienne ont invité une centaine de personnes issues de différents secteurs du système alimentaire à donner leur avis sur le projet de stratégie. D'autres collaborations, comme le <i>WeltTellerFeld</i> avec Small City Farm et Bread for the World Austria, ont une structure de partenariat claire où chaque partenaire est responsable d'une certaine composante du projet. De nombreuses autres collaborations ont lieu sur une base ad hoc pour des événements ou des campagnes à court terme.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://ernaehrungsrat-wien.at/



AUTRICHE

ESPACES POLITIQUES

RegioLog

DATE DE DÉBUT/ FIN	2023 - 2024 (pilote)
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Région métropolitaine de Vienne
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Conseil viennois de la politique alimentaire (Ernährungsrat Wien, ERW) & Département municipal de la protection de l'environnement
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>L'initiative "RegioLog", qui signifie "logistique régionale", a démarré sa phase pilote en janvier 2023 et se poursuivra jusqu'à la mi-2024. Son objectif est de développer un nouveau réseau logistique capable de faciliter le transport vers la ville de petites quantités de produits provenant de petits producteurs alimentaires situés dans la zone métropolitaine de Vienne. Les produits seront acheminés vers des magasins de producteurs, des coopératives alimentaires et des supermarchés. La phase pilote est financée par la ville de Vienne et gérée par le Conseil de la politique alimentaire de Vienne en collaboration avec le 22e département municipal pour la protection de l'environnement.</p> <p>Aujourd'hui, les petits fournisseurs transportent eux-mêmes leurs marchandises et disposent donc souvent d'un espace vide qui pourrait être rempli par les marchandises d'autres producteurs. Le projet et son cadre pilote visent à mettre en œuvre des méthodes logistiques innovantes susceptibles d'accroître l'offre des petits agriculteurs, tout en réduisant le nombre de véhicules transportant les marchandises. Une plateforme de coordination sera mise en place où les producteurs, les unités d'approvisionnement et de transport et les points de vente seront connectés pour partager des informations. Il s'agit de faciliter et de consolider le flux d'informations sur les quantités et la localisation des produits disponibles, ainsi que sur leur point de destination. De cette manière, la coordination entre les acteurs peut être améliorée et conduire à une réduction de la charge de travail pour toutes les personnes impliquées.</p> <p>L'initiative recherche actuellement cinq à dix points de vente existants, deux à quatre coopératives alimentaires et environ 40 à 80 de leurs fournisseurs désireux de participer au projet pilote. L'Université des ressources naturelles et des sciences de la vie de Vienne (BOKU Wien) accompagnera le processus par des analyses scientifiques et des approches d'optimisation. Les résultats et les conclusions sont attendus pour 2024.</p>



BELGIQUE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Stratégie alimentaire de *Gent en Garde*

DATE DE DÉBUT / FIN	2009
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Gand, Flandre
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	<p>En janvier 2009, Gand a été la première ville de Flandre à signer la Convention des maires, une initiative visant à encourager les autorités locales à prendre position contre le changement climatique. La mairie s'est engagée à rendre le système alimentaire plus durable et à faire de Gand une ville neutre sur le plan climatique d'ici 2050. Lors de l'exposition universelle de Milan en 2015, Gand a rejoint plus d'une centaine de villes du monde entier en signant le Pacte pour une politique alimentaire urbaine. Dans le cadre de cette initiative, la ville s'est engagée à développer des politiques alimentaires locales durables dans son contexte urbain.</p>
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>La stratégie <i>Gent en Garde</i> vise la production en promouvant une chaîne alimentaire plus courte et plus visible. Cette politique vise à éliminer autant que possible les intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs, afin de créer des chaînes alimentaires équitables et efficaces, permettant aux consommateurs de se faire une idée de la valeur réelle de leurs aliments. Elle tente également de donner plus d'espace à l'agriculture dans et autour de la ville. Néanmoins, il semble qu'il y ait un grand fossé entre les villes et les campagnes, car l'objectif est de fournir des aliments aux consommateurs urbains tout en réduisant les émissions.</p> <p>La stratégie comporte cinq objectifs qui ont été traduits en 21 objectifs opérationnels concrets :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Chaînes d'approvisionnement courtes : Promotion des marchés locaux ; encouragement des restaurants et des sociétés de restauration à inclure des produits locaux ; logistique et coordination des acteurs du marché ; renforcement des synergies entre l'offre et la demande de terres agricoles.2. Une production et une consommation alimentaires plus durables (l'agriculture biologique comme source d'inspiration, sans référence explicite à l'agroécologie) ; des régimes à base de plantes, les marchés publics comme levier.3. La création d'une plus grande valeur ajoutée sociale pour les initiatives alimentaires.4. Réduction des déchets alimentaires : Boîte pour les restes ; aide alimentaire ; éducation.5. Réutilisation des déchets alimentaires en tant que matières premières, créant ainsi de nouvelles opportunités commerciales. <p>La stratégie vise à créer des espaces pour l'agriculture professionnelle, ainsi que des zones pour la production alimentaire individuelle à usage privé. Elle facilite la création de potagers de quartier, de jardins communaux et de jardins privés partagés. Les jardins urbains sont considérés comme des espaces de loisirs, mais aussi comme des opportunités de créer des pôles d'activités en tant que nouveau modèle commercial.</p> <p><i>Gent en Garde</i> dispose d'un forum en ligne (qui fait partie de Ghent Climate City) où les citoyens peuvent partager leurs idées, leurs besoins et leurs préoccupations concernant l'alimentation dans la ville, rejoindre différents groupes, demander des conseils en matière de jardinage, etc.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://stad.gent/en/city-governance-organisation/city-policy/ghents-climate-actions/sustainable-food



BELGIQUE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Stratégie alimentaire de la Wallonie "Manger Demain" (*Manger Demain*)

DATE DE DÉBUT / FIN	2018
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Région wallonne
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le gouvernement régional de Wallonie, entre 2017 et 2018, a réuni plus de 1 200 acteurs des systèmes alimentaires lors de conférences sur l'alimentation durable dans toute la Wallonie afin d'élaborer une stratégie alimentaire régionale. La stratégie Manger demain a été adoptée par le gouvernement wallon en 2018 et par le Parlement wallon en 2019.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>La stratégie Eat Tomorrow présente une vision globale, une méthodologie de travail, des actions de gouvernance, une identité commune et un axe thématique prioritaire pour garantir la cohérence et l'efficacité des efforts de la région wallonne en vue d'une transition vers un système alimentaire durable. Elle intègre les principes du droit à l'alimentation.</p> <p>L'objectif de la stratégie est de créer un cadre horizontal dans lequel les initiatives locales et régionales peuvent être placées, coordonnées et développées. À cette fin, un espace d'échange entre les différents acteurs, y compris les acteurs politiques, est encouragé dans le cadre du Collège de Wallonie pour l'alimentation durable, qui englobe à son tour un réseau de conseils municipaux pour la politique alimentaire sur l'ensemble du territoire.</p> <p>La stratégie "Manger demain" adopte une approche systémique, reconnaissant que les compétences en matière de systèmes alimentaires sont dispersées entre différents ministères et niveaux d'administration. Dirigée par le ministre de l'environnement et de la transition écologique, elle envisage d'être intégrée dans tous les autres ministères concernés, notamment ceux de l'agriculture, de la santé, de l'action sociale, de l'emploi, de l'économie et de l'éducation.</p> <p>La stratégie comporte cinq objectifs stratégiques différents :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Garantir la disponibilité et l'accès à la nourriture pour tous dans le cadre d'un système alimentaire durable ;2. Contribuer à la bonne santé et au bien-être des citoyens ;3. Générer une prospérité socio-économique ;4. Préserver l'environnement ; et5. Fournir des connaissances et des compétences sur les systèmes alimentaires durables. <p>La stratégie est définie dans un décret, mais les mesures soutenues par la stratégie sont volontaires.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.mangerdemain.be/



BELGIQUE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Programme stratégique transversal de Namur

DATE DE DÉBUT/ FIN	2019 - 2024
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Namur (ville de la région wallonne)
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le programme a été adopté par le conseil municipal.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le programme stratégique transversal de Namur établit les priorités politiques et stratégiques de la municipalité et fixe l'orientation de la transformation des systèmes alimentaires dans le cadre de l'objectif de transition écologique.</p> <p>Cinq objectifs généraux ont été définis :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Soutenir la transition des systèmes alimentaires du point de vue de la consommation ;2. Préservation des terres agricoles et diversification de la production agricole sur le territoire ;3. Soutenir la transition du côté de l'offre ;4. Soutenir le développement du secteur de la vente au détail de produits alimentaires durables ; et5. Soutenir le secteur de la transformation des aliments locaux et biologiques. <p>Différents acteurs des systèmes alimentaires sont appelés à mettre en œuvre le programme et à s'engager dans des espaces participatifs avec le Conseil agroalimentaire de Namur. Basée sur un diagnostic territorial préalable, la stratégie tente d'établir des liens et de renforcer les efforts existants initiés par la municipalité (par exemple, la transition vers des repas sains et durables dans les écoles municipales ; la mise à disposition de terrains pour des projets durables). La stratégie est orientée vers l'action et basée sur les compétences politiques locales.</p> <p>La stratégie vise à développer la production locale, biologique et respectueuse de l'environnement pour l'approvisionnement alimentaire local. Concrètement, cela signifie :</p> <ul style="list-style-type: none">• Mettre des terres agricoles à la disposition des producteurs biologiques ou en cours de conversion ;• Acquérir un grand espace de stockage pour centraliser, stocker et traiter (nettoyage, conditionnement, etc.) les récoltes. Faciliter la logistique de distribution ; et• Développer une plateforme, physique et virtuelle, pour permettre aux autorités locales de passer leurs commandes et aux producteurs d'écouler leurs stocks.
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.namur.be/fr/ma-ville/administration/programme-strategique-transversal



BELGIQUE

POLITIQUES ET INITIATIVES

La stratégie Good Food 2 de Bruxelles

DATE DE DÉBUT/ FIN	2022-2030
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Région de Bruxelles-Capitale
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le processus de co-construction de la stratégie a été mené par Bruxelles Environnement en collaboration avec Bruxelles Economie Emploi (département de l'agriculture). Elle a été développée en synergie avec la Stratégie régionale pour la transition économique (SRTE) ainsi qu'avec le Plan régional socio-sanitaire (PSSI - Brussels Takes Care). Le processus de co-construction s'est principalement basé sur le travail du Good Food Policy Council et de nombreux groupes de travail et groupes d'experts.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Dans un premier temps, un diagnostic du contexte socio-écologique de la région de Bruxelles-Capitale a été élaboré afin de dégager une vision commune pour un système alimentaire durable à l'horizon 2035. La stratégie Good Food 2016-2020 (prédécesseur) a été développée en coopération avec une centaine d'acteurs clés du système alimentaire bruxellois (associations, autorités locales, transformateurs de produits alimentaires, distributeurs, etc.) Cette stratégie a ensuite été revue et renforcée (Good Food Strategy 2), à la suite d'un processus participatif d'un an impliquant environ 300 acteurs des systèmes alimentaires.</p> <p>La stratégie adopte une approche systémique de la transformation, intégrant une approche basée sur les droits et les principes PANTHER afin de garantir que tous les citoyens bruxellois aient accès à une alimentation adéquate tout en assurant un revenu équitable aux producteurs. En considérant l'alimentation comme une question d'intérêt public, la stratégie établit cinq piliers d'action qui ciblent à la fois la production et la consommation du système alimentaire afin d'atteindre des objectifs écologiques, sociaux et sanitaires et de réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et des produits agrochimiques. Elle promeut une transition vers des régimes alimentaires à base de plantes et des circuits courts locaux qui favorisent l'agroécologie. Pour ce faire, elle envisage le développement de plateformes logistiques et promeut l'innovation sociale et technologique.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://goodfood.brussels/fr



BELGIQUE

ESPACES POLITIQUES

Conseil de la politique alimentaire de *Gent en Garde*

DATE DE DÉBUT/ FIN	2013
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Gand, Flandre
QUI EST À L'ORIGINE DE L'ESPACE POLITIQUE	<p>Le gouvernement local, composé d'une coalition rouge-verte, a décidé de créer un conseil de la politique alimentaire associé à la stratégie alimentaire de <i>Gand en Garde</i>, au sein duquel des fonctionnaires locaux, des universitaires, des agriculteurs et des organisations de la société civile se réuniraient pour aborder certaines des questions les plus urgentes auxquelles est confronté le système alimentaire local.</p>
BRÈVE PRÉSENTATION DE L'ESPACE POLITIQUE	<p>Le CPA de <i>Gent en Garde</i> se compose d'environ 25 membres et sert de plateforme pour discuter et émettre des recommandations concernant les projets liés à l'alimentation ainsi que la production et la consommation durables d'aliments.</p> <p>Dans le cadre du réseau Food Smart Cities for Development, le gouvernement de Gand a reçu des fonds européens pour mettre en place le Conseil. La mairie a organisé des consultations ciblées et un séminaire international pour préparer le terrain à la mise en place de l'organe consultatif.</p> <p>Alors que la stratégie de <i>Gand en Garde</i> reconnaît explicitement le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire, le Conseil de la politique alimentaire n'a ni les moyens ni le mandat pour développer des objectifs politiques contraignants. Il s'agit plutôt d'un espace orienté vers les projets qui sert à mettre en relation les acteurs et à partager les connaissances pour faire progresser les objectifs de durabilité dans les systèmes alimentaires urbains selon une approche "business-as-usual".</p> <p>Au départ, une équipe de base a été créée au sein du conseil de la politique alimentaire pour traduire les objectifs stratégiques en actions concrètes, en vue de promouvoir les marchés locaux et d'inciter les restaurants et les sociétés de restauration à inclure des produits locaux dans leurs menus. Elle a également envisagé la création d'une plateforme pour encourager et coordonner les différents acteurs.</p> <p>Orienté vers l'action, le conseil politique de Gand a gagné en reconnaissance et en légitimité pour discuter de la vision stratégique de la ville en matière de systèmes alimentaires durables.</p> <p>Le conseil d'orientation adopte une approche "multipartite" de la participation, dans laquelle il ne fait pas de distinction entre les différents types d'acteurs ("Toutes les parties prenantes concernées doivent être impliquées, depuis les habitants de la ville en tant que citoyens et consommateurs jusqu'aux associations, commerçants et entreprises, services municipaux, producteurs, etc.) La participation se fait sur invitation d'organisations choisies, ce qui limite l'implication plus large de la société civile. Il existe également une disparité en termes de capacités d'engagement entre les organisations dotées d'un personnel rémunéré et celles gérées par des bénévoles. Néanmoins, le CPA est devenu un espace important de confiance pour agir et interagir avec le gouvernement afin d'atteindre les objectifs de durabilité.</p>



BELGIQUE

ESPACES POLITIQUES

Collège wallon de l'alimentation durable

DATE DE DÉBUT/ FIN	2020
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Région wallonne
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Dans le cadre de la Déclaration de politique régionale 2019-2024 (DPR) et de la stratégie Eat Tomorrow, le gouvernement wallon s'est engagé à accélérer la transition vers un système alimentaire durable, y compris la création du Collège wallon pour l'alimentation durable (CwAD).
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le Conseil régional de la politique alimentaire du Collège wallon a été créé pour examiner et discuter des questions touchant les différents acteurs des systèmes alimentaires et pour stimuler le partenariat afin d'accélérer la transition.</p> <p>Suite à un appel à candidatures pour intégrer le CPA régional, le 15 octobre 2020, le Gouvernement, sous la supervision de la Ministre du Développement durable, en collaboration avec le Vice-Président et Ministre de l'Agriculture, et le Vice-Président et Ministre de l'Emploi, a nommé les 40 membres du Collège wallon de l'alimentation durable (CWAD).</p> <p>La mission du CwAD est de :</p> <ul style="list-style-type: none">• Évaluer la mise en œuvre de la stratégie "Manger demain", faire des propositions d'amélioration et de modification si nécessaire ;• Permettre l'échange de connaissances et d'expériences entre les acteurs des systèmes alimentaires et les avis sur des questions spécifiques ; et• Servir de structure de coordination pour la mise en œuvre de la stratégie alimentaire régionale sur l'ensemble du territoire. <p>Le CPA est composé d'acteurs des systèmes alimentaires (production, transformation, distribution, restauration, consommation) ainsi que d'organisations des secteurs de la santé, de l'environnement et des déchets, de l'éducation, de la recherche et de l'action sociale.</p> <p>Inspiré par les principes de la démocratie alimentaire, ce CPE vise à développer des espaces de co-construction de la politique alimentaire, aux différents niveaux territoriaux, et en impliquant la représentation de tous les acteurs du système alimentaire :</p> <ul style="list-style-type: none">• Établir des liens avec la création d'une commission de l'alimentation au sein du Parlement wallon ;• Encourager et équiper les citoyens pour qu'ils participent aux différents niveaux territoriaux ;• Promouvoir des modèles de collaboration et de coopération au sein des différents secteurs et entre eux ;• Identifier, coordonner et renforcer les initiatives de mise en réseau des différents acteurs du système alimentaire wallon ; et• Encourager les projets économiques concrets et les partenariats entre les acteurs du système alimentaire wallon.
PLUS D'INFORMATIONS	https://developpementdurable.wallonie.be/thematiques/alimentation-durable/participons-transition/college-wallon-alimentation-durable



BELGIQUE

ESPACES POLITIQUES

Conseil de la politique alimentaire d'Anvers (*Antwerpse Voedselraad*)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2019
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Anvers (région de Flandre)
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Société civile (principalement OSC et chercheurs militants)
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Anvers est une ville portuaire dont le conseil municipal est majoritairement de centre-droit et qui n'accorde pas beaucoup d'importance à la politique alimentaire urbaine dans son programme politique. Motivé par l'idée que l'alimentation est un bien commun, le Conseil de la politique alimentaire d'Anvers vise principalement à influencer le développement de la politique alimentaire urbaine, tout en renforçant les liens entre la ville et la campagne en mettant en relation les producteurs et les consommateurs urbains.</p> <p>Le CPA n'a pas de structure formelle ; il est ouvert à toute personne souhaitant y participer. L'objectif du conseil est d'avoir une représentation équilibrée entre la société civile, les acteurs publics et privés, mais de facto, la plupart des acteurs sont liés à des organisations à but non lucratif, non gouvernementales ou sociales. Les décisions sont basées sur le consentement.</p> <p>Le Conseil de la politique alimentaire de la ville flamande d'Anvers est la seule initiative citoyenne identifiée en Belgique. Ce conseil adopte une approche ascendante qui propose un changement radical de paradigme : l'alimentation n'est plus considérée comme une marchandise, comme c'est le cas dans d'autres espaces politiques agroalimentaires flamands, mais comme un bien commun. Par conséquent, en lien avec le modèle des biens communs alimentaires, de nouvelles structures organisationnelles et de gouvernance seront nécessaires pour s'aligner sur un système alimentaire plus coopératif qui garantit une plus grande responsabilité et une utilité publique, ainsi que l'équité et la justice pour tous les participants.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.facebook.com/groups/2046834312288694



BELGIQUE

ESPACES POLITIQUES

(Conseil agroalimentaire durable namurois - CADNamurois)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2020
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Namur (ville de la région wallonne)
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le Conseil agroalimentaire de Namur a été créé dans le cadre d'un processus mené par le gouvernement, en encourageant la participation des habitants et des acteurs des systèmes alimentaires.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le Conseil agroalimentaire de Namur (CADNamurois) a été créé comme un espace de développement politique participatif. Il est principalement composé d'acteurs des systèmes alimentaires du secteur privé, notamment des producteurs, des détaillants, des distributeurs et des restaurants. Les autres acteurs qui y participent sont les consommateurs, les autorités publiques, les ONG, les enseignants et les chercheurs.</p> <p>Les membres du CPE décident en séance plénière des thèmes, en fonction des priorités fixées au niveau régional, et créent différents groupes de travail pour approfondir ces thèmes. Les décisions prises dans les groupes de travail sont présentées en séance plénière et, si elles sont approuvées, envoyées à l'administration publique sous forme de recommandations.</p> <p>Après deux ans de fonctionnement, différents acteurs clés (acheteurs publics de cuisines collectives, formateurs d'adultes intéressés par l'alimentation durable, etc.) ont manifesté un intérêt croissant pour rejoindre le conseil.</p> <p>Le CADNamurois fait partie du réseau régional des CPE pour la mise en œuvre de la stratégie alimentaire wallonne "Manger demain", qui sert de cadre à la définition des objectifs politiques.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.namur.be/fr/ma-ville/changements-climatiques/climat-energie-et-alimentation-durable/alimentation-durable/cadnamurois



BELGIQUE

ESPACES POLITIQUES

Conseil participatif Good Food

DATE DE DÉBUT/ FIN	2020
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Région de Bruxelles-Capitale
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le gouvernement bruxellois dans le contexte de la stratégie Good Food 2
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le Conseil participatif Good Food est une plateforme multi-acteurs qui a été mise en place pour assurer la mise en œuvre de la stratégie de la bonne alimentation 2 ainsi que sa révision et son suivi. Il garantit l'articulation entre les actions stratégiques et la cohérence entre les politiques sectorielles. Il est composé (a) d'autorités gouvernementales régionales issues de différents cabinets et administrations compétents, (b) de nouveaux acteurs émergents et (c) d'acteurs traditionnels du système alimentaire. Au total, 24 membres sont répartis équitablement entre ces trois groupes.</p> <p>Le Conseil est un organe consultatif qui émet des avis consensuels sur les politiques agroalimentaires de la région bruxelloise, conformément aux objectifs stratégiques de la stratégie Good Food 2. Il travaille en étroite collaboration avec le comité de coordination de la stratégie et en liaison avec les pôles thématiques pour la mise en œuvre des cinq piliers stratégiques différents de la stratégie.</p> <p>Il existe un flux d'informations à double sens entre le CPA et le Comité de coordination, avec des réunions régulières. Pour échanger des bonnes pratiques et des connaissances, le conseil rencontre d'autres conseils locaux dans la région de Bruxelles-Capitale, mais aussi en Wallonie et en Flandre, tout en invitant des experts externes sur demande. Le conseil bénéficie d'un facilitateur externe non partisan qui peut gérer les intérêts, ainsi que d'un secrétariat dynamique et bien équipé.</p>



ALLEMAGNE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Ville biologique de Nuremberg

DATE DE DÉBUT / FIN	2003
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Ville de Nuremberg
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le conseil municipal et le secteur biologique de la ville.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Nuremberg est devenue l'une des premières villes biologiques en 2003 par une résolution du conseil municipal. L'objectif est d'augmenter la proportion d'aliments biologiques et de promouvoir la production biologique dans la ville et la région. Les écoles, les crèches et les autres institutions publiques ont désormais atteint une proportion élevée d'aliments biologiques : en 2022, cette proportion était de 50 % pour les écoles et de 75 % pour les crèches. Le nombre d'exploitations agricoles biologiques a augmenté de 25 % tous les cinq ans ; à la fin de 2020, 12 % des terres étaient cultivées de manière biologique.</p> <p>La ville, qui se considère comme une bio-métropole et un éco-modèle, a pour objectif de porter à 90 % la part des aliments biologiques dans les crèches, à 75 % dans les écoles et à 50 % dans les installations et événements municipaux d'ici à 2026. En outre, la proportion d'agriculture biologique dans la zone urbaine doit passer à 25 %. Le fait que Nuremberg accueille le BIO-FACH, le plus grand salon mondial des produits biologiques, renforce le sentiment d'obligation du gouvernement municipal d'agir au niveau local. La ville est le directeur général du réseau allemand des villes biologiques et un point de référence pour d'autres municipalités ; elle est également un membre fondateur du réseau européen des villes biologiques et, avec le comté de Nuremberg et Roth, l'une des régions éco-modèles de la Bavière.</p> <p>Il existe une coopération étroite entre l'administration publique, qui supervise le projet de bio-métropole, et les entreprises et associations biologiques locales. Les producteurs d'aliments biologiques ont été impliqués dès le début, la plupart d'entre eux étant de petites entreprises et presque exclusivement des entreprises familiales. Des boulangeries et d'autres entreprises de transformation et de commercialisation, ainsi que des entreprises artisanales et des restaurants ont également été impliqués.</p> <p>De nombreux projets sont menés sous l'égide de la Bio-métropole de Nuremberg, notamment SchoolFood4Change et des projets de formation, d'agriculture solidaire ou de renforcement de la création de valeur régionale. De nombreux événements sont organisés chaque année, notamment dans le domaine de l'éducation à travers le programme "Education. Agriculture biologique. Nutrition".</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.die-biometropole.de/



ALLEMAGNE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Gestion des terres en fonction des produits régionaux dans les partenariats urbains-ruraux sur la base de l'exemple de la région métropolitaine de Nuremberg - ReProLa

DATE DE DÉBUT/ FIN	2018-2023
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Région métropolitaine de Nuremberg
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	<p>Le projet ReProLa trouve son origine dans un projet urbain-rural de longue date, <i>Original-Regional</i>, qui visait à améliorer la commercialisation des produits régionaux. Avec la création de la région métropolitaine, le projet a été élargi pour servir d'exemple à la promotion des cycles économiques régionaux. Il s'agit d'une collaboration entre la région métropolitaine de Nuremberg (qui se compose de plusieurs villes et districts indépendants) et des institutions scientifiques (Institut Fraunhofer, Université de Nuremberg-Erlangen, Groupe de recherche de Triesdorf).</p>
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>ReProLa est un projet de la région métropolitaine de Nuremberg financé par le gouvernement fédéral. Il se concentre sur deux piliers essentiels du partenariat urbain-rural : la promotion des cycles économiques régionaux et la gestion durable des terres régionales.</p> <p>Le programme vise à renforcer la valeur ajoutée et l'appréciation des produits régionaux, à préserver la diversité du paysage culturel, à assurer la préservation des terres agricoles et à augmenter la proportion de terres écologiques.</p> <p>Outre les projets visant à promouvoir les produits régionaux, le programme examine la question de savoir comment la perte de terres agricoles progresse et peut être stoppée. Dans la seule région métropolitaine de Nuremberg, 1 400 hectares de terres agricoles sont convertis chaque année à d'autres usages, la plupart du temps pour l'expansion de projets de logement et de transport. Le projet pose donc la question de savoir comment la biodiversité et l'agriculture durable peuvent être préservées dans ces conditions de plus en plus difficiles. Le projet vise aussi explicitement à permettre la "souveraineté alimentaire des citoyens" afin que les habitants de la région métropolitaine aient facilement accès à des aliments frais, régionaux et biologiques.</p> <p>Le projet implique des acteurs issus d'associations agricoles et de consommateurs, de l'artisanat alimentaire, de coopératives de producteurs-consommateurs, de l'agriculture solidaire, de la protection du climat, de l'éducation et de la gastronomie au niveau du comté et dans le cadre d'une consultation en cours pour un plan d'action régional en faveur de l'agriculture biologique.</p> <p>Les projets actuels concernent la promotion de la commercialisation conjointe des jus de verger, l'élaboration d'un guide pour les autorités locales sur l'aménagement du territoire, la promotion de la coopération en matière de transport entre les petites et moyennes entreprises pour la commercialisation régionale, l'élaboration d'un plan d'action régional pour l'agriculture biologique et un parcours éducatif sur le produit régional qu'est la cerise douce.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://reprola.de/



ALLEMAGNE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Stratégie alimentaire et nutritionnelle du Baden-Wurtemberg

DATE DE DÉBUT / FIN	2018, revised 2022
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	État de Baden-Wuerttemberg
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Ministère de l'alimentation, des affaires rurales et de la protection des consommateurs
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>L'alimentation et la nutrition figurent depuis longtemps à l'ordre du jour du gouvernement de l'État, mais l'importance qui leur est accordée s'est considérablement accrue au cours des dernières années. Alors que dans les années 1980, deux personnes travaillaient sur le sujet, le ministère de l'alimentation, des affaires rurales et de la protection des consommateurs dispose aujourd'hui d'un département à part entière consacré au marché et à l'alimentation/nutrition, qui compte environ 25 personnes. L'une des six unités est consacrée à la mise en œuvre de la stratégie en matière d'alimentation et de nutrition. Par ailleurs, si l'accent a d'abord été mis sur la nutrition, en particulier la nutrition infantile, et la santé, essentiellement par des moyens éducatifs, cette vision s'est élargie pour englober des questions plus larges d'accès social et de disponibilité, ainsi que, plus récemment, pour relier ces questions à celles de l'environnement et de la biodiversité. Les questions relatives au mode de production des denrées alimentaires sont devenues plus importantes.</p> <p>Le Bade-Wurtemberg a été le premier État, en 2018, à adopter une stratégie alimentaire et nutritionnelle. D'autres États ont depuis suivi (par exemple, la Hesse et la Basse-Saxe). La stratégie a été réexaminée en 2022 dans le but de mettre davantage l'accent sur certains aspects, d'établir des liens plus étroits avec les initiatives locales telles que les conseils de la politique alimentaire (et d'accroître ainsi leur portée) et de traduire les mesures individuelles en changements structurels. La stratégie s'articule autour de neuf principes directeurs qui définissent les domaines prioritaires dans lesquels des mesures doivent être prises. Elle a été élaborée conjointement avec le ministère de l'éducation, le ministère des affaires sociales et le ministère de l'environnement (au niveau de l'État).</p> <p>Les principaux domaines d'action sont l'éducation alimentaire et nutritionnelle, les cantines publiques/la restauration collective (y compris dans les crèches et les écoles), les déchets alimentaires, la promotion de la production biologique (plan d'action biologique et régions éco-modèles) et la mise en place de structures régionales de création de valeur. L'accent est mis sur les mesures éducatives et de soutien/promotion (par exemple, la commercialisation des produits régionaux, les systèmes de certification, les marchés publics) et moins sur les mesures réglementaires. La stratégie révisée accorde une importance particulière au soutien des structures et des initiatives des autorités locales (municipalités/comtés), notamment les conseils de politique alimentaire. Près d'un million d'euros sont consacrés à cette fin.</p> <p>La stratégie fixe des objectifs concrets pour la production biologique et les marchés publics. La production biologique doit être portée à 30-40 %, le nombre de crèches certifiées (alimentation des enfants) doit être doublé (de 500 à 1 000). Les cantines d'État doivent augmenter le pourcentage d'aliments biologiques régionaux à 40 % et celui des aliments régionaux à 75 %. Dans ce dernier cas, l'État souhaite établir un modèle que d'autres cantines pourront suivre. Un succès important a été l'insertion d'un chapitre sur l'alimentation qui intègre des critères de qualité dans les règlements sur les marchés publics.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://landeszentrum-bw.de/site/pbs-bw-mlr-root/get/documents_E-1233390385/MLR.Ernaehrung/1-Landeszentrum/1.wir/2022-ernaehrungsstrategie-weiterentwicklung.pdf



ALLEMAGNE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Stratégie alimentaire et nutritionnelle Berlin

DATE DE DÉBUT/ FIN	2020
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Berlin (ville-État)
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	La stratégie alimentaire a fait partie de l'accord de la coalition gouvernementale (2017), poussée et développée avec une large participation des initiatives de la société civile locale, y compris le FPC Berlin.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Berlin a été l'une des villes qui, dans le contexte allemand, a mis très tôt le thème de l'alimentation à l'ordre du jour. Le développement d'une stratégie alimentaire durable et orientée vers la région a fait partie de l'accord du (précédent) gouvernement de coalition (2017) et a depuis bénéficié d'un soutien politique, même s'il ne s'agit pas d'une priorité absolue. En 2018, le premier poste a été créé dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition (il y en a actuellement trois). Sur la base d'un processus consultatif mené par le département de la justice, de la protection des consommateurs et de la lutte contre les discriminations du Sénat de Berlin et impliquant la société civile, le secteur privé, le monde universitaire et l'administration locale, le Sénat de Berlin a adopté en 2020 la première stratégie en matière d'alimentation et de nutrition pour la ville-État de Berlin.</p> <p>La stratégie est considérée comme un document évolutif et s'articule autour de huit domaines d'action qui transcendent le système alimentaire. Elle fixe plusieurs objectifs thématiques généraux, qui ne sont pas assortis de délais, d'indicateurs ou d'un système de suivi. Les objectifs sont traduits en actions sélectionnées qui sont largement mises en œuvre par le biais d'une série de projets. L'accent est mis sur l'éducation nutritionnelle et moins sur la production. Les projets centraux sont l'Avenir des cantines, dans le cadre duquel le personnel des cantines est formé à la préparation d'aliments plus nutritifs (frais, biologiques, régionaux). La participation est volontaire, tout comme l'objectif d'augmenter le pourcentage d'aliments biologiques à 60 %. Le bio est considéré comme un élément déclencheur de la réduction des plats préparés dans les cantines (afin de pouvoir maintenir les coûts).</p> <p>D'autres projets sont les Food Hubs et le Food Campus, tous deux menés en coopération avec le Conseil de la politique alimentaire de Berlin. Dans l'ensemble, la stratégie est surtout un instrument de financement. Si elle a permis à de nombreuses initiatives intéressantes et à des projets pilotes de voir le jour, elle n'a débouché que sur peu de mesures concrètes ancrées dans l'administration publique ou dans la législation qui seraient susceptibles de provoquer des changements systémiques plus profonds.</p> <p>Un domaine dans lequel des avancées positives ont été réalisées est le développement de trois stratégies ville-district, dans lesquelles différents acteurs des administrations publiques (de district) ont été impliqués. Il existe également une initiative interdépartementale (santé, construction et logement, intégration, travail et affaires sociales) appelée "Food Coaches" (Ernährungslotsen) qui vise à introduire la stratégie alimentaire dans différents quartiers. L'espoir est que de telles initiatives pilotes puissent évoluer vers des structures plus permanentes.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.berlin.de/ernaehrungsstrategie/

¹ Le document de stratégie (ou la résolution qui adopte la stratégie) n'est pas accessible en ligne, mais seulement un site web qui présente la stratégie.



ALLEMAGNE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Stratégie en matière d'alimentation et de nutrition Cologne et environs

DATE DE DÉBUT/ FIN	2019
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Cologne et ses environs
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	CPA Cologne en collaboration avec la municipalité
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>La stratégie alimentaire et nutritionnelle de Cologne a été élaborée dans le cadre d'un processus participatif ouvert dirigé par le CPA de Cologne. Dès le début, la ville a fait preuve d'engagement politique et a soutenu et accompagné le processus par l'intermédiaire de son service de l'environnement (où des positions sur le sujet ont été créées). La stratégie finale a ensuite été remise et adoptée – sans aucune modification – par l'assemblée municipale en 2019. Elle sert désormais d'orientation/de schéma directeur politique pour toutes les questions liées à l'alimentation et à la nutrition.</p> <p>La stratégie vise à transformer radicalement le système alimentaire actuel et à mettre en place un système alimentaire équitable, résilient et écologique dans la ville et ses environs. Tous les habitants de la ville devraient pouvoir bénéficier d'un régime alimentaire sain et régional qui préserve l'agriculture paysanne dans les zones environnantes. Elle établit des objectifs et des lignes directrices pour l'ensemble du système alimentaire : de la protection des terres agricoles et de la préservation de l'agriculture paysanne et de la biodiversité au soutien de la production artisanale, des marchés locaux et des formes alternatives d'échange, en passant par la garantie de l'accès à une alimentation saine et locale pour les groupes défavorisés et dans les cantines publiques, l'évitement du gaspillage alimentaire, etc. La mise en œuvre de la stratégie est considérée comme un effort collectif et collaboratif entre les décideurs politiques/l'administration publique, les consommateurs, la société civile et le secteur privé.</p> <p>La mise en œuvre de la stratégie est confiée au département de l'éducation à l'environnement et de la biodiversité (qui dépend de l'Office de l'environnement et de la protection des consommateurs). Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de plan d'action global pour la mise en œuvre de la stratégie, bien qu'il s'agisse d'une demande politique. Cependant, deux plans d'action plus spécifiques avec des mesures concrètes sont actuellement en cours d'élaboration en relation avec deux sous-thèmes : les critères durables pour la location de terres agricoles et la construction de structures régionales de création de valeur. L'objectif de ces deux plans est de protéger la production locale et de l'orienter davantage vers des produits qui peuvent être consommés dans la région, tout en veillant à ce que les producteurs aient la possibilité de les transformer et de les commercialiser.</p> <p>D'autres domaines d'action clés sont le développement de critères pour les marchés publics (vers plus d'aliments biologiques et régionaux), l'éducation environnementale autour de l'alimentation et de la nutrition, le jardinage urbain et les jardins scolaires, ainsi que la collaboration avec le Conseil de la politique alimentaire. Bien qu'il n'y ait pas d'objectifs contraignants dans la stratégie elle-même, le conseil municipal a décidé d'augmenter le pourcentage d'aliments biologiques dans les crèches publiques à 20 % (100 % pour la viande et les œufs). Par ailleurs, des discussions sont en cours avec le département des marchés publics sur la manière d'intégrer des critères de régionalité dans les contrats de marchés publics (afin d'aller au-delà des simples critères de prix).</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.ernaehrungsrat-koeln.de/ernaehrungsstrategie/



ALLEMAGNE

ESPACES POLITIQUES

Conseil de la politique alimentaire de Berlin (*Ernährungsrat Berlin*)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2016
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Berlin (capitale)
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	<p>Le Conseil de la politique alimentaire (CPA) de Berlin a été fondé en 2016 et fait partie des pionniers en Allemagne. Alors qu'il s'agissait principalement d'une initiative d'associations environnementales et d'autres associations de la société civile, le conseil a évolué pour devenir une plateforme pour les membres de la communauté.</p>
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>L'objectif principal du CPA de Berlin est de provoquer une transformation du système alimentaire dans la région vers une production et une distribution plus justes d'un point de vue environnemental et social, en accord avec le principe de la souveraineté alimentaire.</p> <p>En octobre 2017, le CPA de Berlin a publié un livret intitulé "Food Democracy for Berlin !" (Démocratie alimentaire pour Berlin !) contenant une série de demandes adressées au Sénat de Berlin pour la mise en œuvre d'une stratégie alimentaire pour Berlin. Le livret décrit neuf domaines politiques concrets dans lesquels des mesures doivent être prises - chacun avec un ensemble de mesures spécifiques. Le Conseil de la politique alimentaire a joué un rôle essentiel en plaçant le sujet à l'ordre du jour du gouvernement de la ville et bon nombre des domaines et actions proposés ont été repris dans la stratégie alimentaire de Berlin adoptée par le Sénat de Berlin en 2020. Le Conseil de la politique alimentaire est un partenaire important de la mise en œuvre de la stratégie.</p> <p>En plus d'offrir une plateforme d'échange et de plaider autour de l'alimentation, le CPA met en œuvre plusieurs projets concrets en vue d'un système alimentaire plus démocratique. Il s'agit notamment du développement d'un réseau de centres alimentaires (<i>Lebensmittelpunkte</i>) dans différents quartiers qui servent d'espaces pour le jardinage collectif, la distribution/le partage de nourriture, la préparation des aliments, ainsi que d'espaces de rencontre sociale et d'apprentissage autour de l'alimentation. Une autre initiative est le Food Campus, qui se veut un espace à bas seuil pour le dialogue avec différentes communautés/groupes sociaux autour de l'alimentation et de la transformation des systèmes alimentaires.</p> <p>Le CPA est organisé selon une structure circulaire élaborée. La prise de décision est fondée sur le consensus, dans le cadre d'une démocratie de base inclusive basée sur la sociocratie.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://ernaehrungsrat-berlin.de/



ALLEMAGNE

ESPACES POLITIQUES

Conseil de la politique alimentaire de Cologne et de ses environs (*Ernährungsrat Köln und Umgebung*)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2016
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Cologne et ses environs
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Organisation de la société civile locale
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le Conseil de la politique alimentaire de Cologne et de ses environs a été le premier conseil de la politique alimentaire à être fondé en Allemagne. Son objectif principal est de ramener la politique alimentaire au niveau local et municipal et de renforcer les structures d'approvisionnement régionales. Pour ce faire, il encourage un dialogue actif entre l'administration publique, les producteurs et distributeurs de denrées alimentaires et les consommateurs. En outre, il sert de plateforme aux citoyens pour échanger et agir en faveur d'un système alimentaire régional.</p> <p>Le CPA travaille en étroite collaboration avec l'administration publique de Cologne. Entre 2017 et 2019, le CPA, en coordination avec la municipalité, a mené un processus participatif complet, ouvert à tous les membres et initiatives communautaires intéressés, afin d'élaborer la première stratégie alimentaire et nutritionnelle pour Cologne et ses environs. La stratégie a été remise et adoptée par le conseil municipal en 2019 et a depuis servi de modèle pour la politique publique de la ville dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition. Le Conseil de la politique alimentaire continue d'accompagner (et de faire pression pour) la mise en œuvre de la stratégie.</p> <p>Inspiré par l'exemple des CPA nord-américains, le CPA de Cologne a d'abord été constitué d'une structure à membres fixes (30 membres) représentant différents segments de la société : la société civile, le secteur privé et le gouvernement municipal/l'administration publique. Cette structure a finalement été remplacée par des structures plus fluides et plus ouvertes, permettant une participation plus active des membres engagés de la communauté. Alors qu'une structure fixe avec une représentation similaire continue d'exister en tant qu'organe consultatif (Beirat), le travail principal est effectué par quatre comités de travail ouverts (Ausschüsse). Les décisions relatives au contenu sont prises par un conseil élargi auquel participent des représentants des comités de travail.</p> <p>Les commissions de travail sont ouvertes à tous les membres de la communauté intéressés et se réunissent environ toutes les 6 à 8 semaines. Il existe actuellement quatre commissions actives :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Marketing régional2. Comité d'éducation nutritionnelle et de restauration collective3. Agriculture urbaine et ville comestible4. Gastronomie et artisanat alimentaire (Lebensmittelhandwerk)
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.ernaehrungsrat-koeln.de/



ALLEMAGNE

ESPACES POLITIQUES

Conseil de la politique alimentaire d'Oldenburg

DATE DE DÉBUT/ FIN	2017
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Oldenburg
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le Conseil de la politique alimentaire d'Oldenburg a été fondé en 2017 en tant qu'initiative de la société civile avec un fort engagement des étudiants universitaires. Très tôt, le Conseil a réussi à obtenir un financement du ministère de l'agriculture de l'État de Basse-Saxe.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>L'objectif du CPA d'Oldenburg est la construction de structures durables pour un approvisionnement alimentaire régional, écologique et juste à Oldenburg et dans ses environs. À cette fin, le conseil lance des projets de jardinage urbain, encourage les relations entre les citoyens et les producteurs, fait campagne pour l'éducation nutritionnelle et l'amélioration des repas scolaires, tente de réduire le gaspillage alimentaire et offre une plate-forme d'échange et de mise en réseau des différents acteurs du système alimentaire régional.</p> <p>Le Conseil de la politique alimentaire est composé d'environ 70 à 80 habitants d'Oldenburg agissant à titre bénévole. Il est organisé en un comité directeur élu de 15 membres (Leitungsgremium) composé de représentants de la société civile, du secteur agricole, du monde des affaires, du monde universitaire, de la politique locale et de l'administration publique. Les réunions du comité directeur sont ouvertes au public. Ses membres mettent en œuvre des projets spécifiques avec d'autres bénévoles du CPA et avec le soutien d'un coordinateur à temps plein.</p> <p>Un document de position adopté en février 2020 formule les fondements politiques de la transition alimentaire communale. Un concept-cadre pour la restauration collective hors foyer précise ces positions pour les domaines de la restauration collective dans les écoles et les crèches. Des publications visant à fournir des orientations, telles que Tout le monde parle de l'avenir, Oldenburg est prêt pour la souveraineté alimentaire, sont également élaborées conjointement. Ces positions sont intégrées dans les processus politiques de la ville grâce à l'engagement renforcé du conseil de la politique alimentaire au fil des ans. Par exemple, le coordinateur à plein temps du CPA, qui est désormais financé par le budget de la ville, est consulté au sein de la commission de l'environnement du conseil municipal. À l'initiative du CPA et des Vendredis de l'Avenir, le conseil municipal a décidé d'élaborer une stratégie alimentaire en 2023. Le CPA reste une initiative de la société civile dont les propositions sont accueillies avec ouverture par l'administration publique.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://ernaehrungsrat-oldenburg.de/



ALLEMAGNE

ESPACES POLITIQUES

Conseil de la politique alimentaire de Heidelberg (*Ernährungsrat Heidelberg*)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2023
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Heidelberg
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Organisations de la société civile et citoyens intéressés
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le CPA d'Heidelberg compte une dizaine de membres actifs (tous bénévoles) issus d'organisations de la société civile et de citoyens intéressés. La participation est individuelle et il n'y a pas de restrictions. Au cours de la cartographie, le CPA a obtenu un financement de l'État du Baden-Wurtemberg et a créé son premier poste de coordinateur.</p> <p>Le CPA vise à transformer le système alimentaire en mettant l'accent sur les mesures/domaines clés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Créer des possibilités de participation politique directe à l'élaboration d'une stratégie de systèmes alimentaires pour la municipalité ;• Transformation de la restauration collective et des marchés publics.• Travail éducatif sur les questions de politique alimentaire ;• Promotion de l'agriculture biologique locale/agroécologie et d'un environnement sain et diversifié ;• Construire un système alimentaire régional diversifié et durable (production, transformation, distribution). <p>Le CPA a organisé des ateliers et des événements (cuisine collective) pour rassembler différents groupes et intéresser les gens au CPA. De plus, une tâche centrale a été de cartographier le paysage du système alimentaire (acteurs) et de comprendre les structures administratives. Étant donné qu'il n'existe pas d'espace où le sujet est spécifiquement ancré, une tâche essentielle consiste à déterminer où a lieu la prise de décision publique concernant les systèmes alimentaires et comment elle peut être influencée. Une autre tâche consiste à établir des relations avec les acteurs locaux concernés (par exemple, les membres de l'assemblée locale et de l'administration publique).</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://ernaehrungsrat-heidelberg.de/



ALLEMAGNE

ESPACES POLITIQUES

Conseil de la politique alimentaire du Brandebourg (*Ernährungsrat Brandenburg*)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2020
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	État du Brandebourg
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Les conseils de politique alimentaire du Brandebourg cherchent à s'exprimer d'une seule voix au niveau de l'État.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le CPA de Brandebourg est une association regroupant les cinq conseils (sous-)régionaux de politique alimentaire ("un conseil de conseils") de l'État de Brandebourg : Prignitz-Ruppin, Brandebourg oriental, Havelland, Spreewald et Potsdam. Le conseil, qui a été le premier CPA mis en place au niveau de l'État, sert d'espace de coordination, d'échange et de soutien pour les conseils régionaux, tout en s'occupant de la mise en réseau, du travail de plaidoyer et de la collecte de fonds au niveau de l'État. Un aspect central du travail de plaidoyer régional a été la promotion d'une stratégie régionale en matière d'alimentation et de nutrition pour le Brandebourg. Grâce aux efforts du CPA, le sujet a été inclus dans l'accord de coalition et un processus participatif de rédaction a été mené en collaboration avec le CPF et avec la participation de différents experts.</p> <p>La création (ou plutôt la reconstruction) de structures régionales de création de valeur et de pratiques de production et de consommation durables dans le Brandebourg est au cœur des efforts du CPA. La restauration collective et les marchés publics qui y sont liés sont considérés comme un levier important dans la transition vers un système alimentaire régional durable (marché pour les produits régionaux). L'un des principaux efforts consiste à trouver des moyens de contourner les obstacles réglementaires de l'UE qui limitent la discrimination positive des produits régionaux.</p> <p>Les personnes qui travaillent dans l'équipe de coordination du CPA Brandebourg sont toutes actives dans l'un des cinq conseils membres et sont donc liées au travail local. Tous les trois mois, un groupe de pilotage composé de représentants des conseils membres se réunit pour déterminer, avec l'équipe de coordination, les décisions et orientations importantes.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.ernaehrungsrat-brandenburg.de/



PORTUGAL

POLITIQUES ET INITIATIVES

Programme de durabilité de l'alimentation scolaire à Torres Vedras (Programa de Sustentabilidade na Alimentação Escolar -PSAE)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2014 – ongoing
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Municipalité de Torres Vedras
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Conseil municipal de Torres Vedras
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le PSAE se consacre à la promotion de la durabilité sociale, économique, environnementale et nutritionnelle au sein des établissements d'enseignement. Intégré au plan d'action de l'unité municipale d'éducation, le programme de repas scolaires vise à élaborer des repas équilibrés sur le plan nutritionnel, à prendre en compte les critères environnementaux lors de l'approvisionnement, à minimiser le gaspillage alimentaire et à soutenir l'économie locale. Initialement destiné aux écoles maternelles et primaires, le PSAE s'est étendu aux écoles secondaires. Il sert actuellement environ 6 000 repas par jour et prévoit de poursuivre son expansion. Le programme fait partie d'une stratégie territoriale intégrée plus large visant à promouvoir l'économie locale.</p> <p>Le programme comporte quatre axes d'action. Le premier axe promeut la sensibilisation à l'environnement par l'engagement dans la culture horticole en utilisant des techniques d'agriculture biologique. Il s'agit de créer des jardins potagers dans les écoles et au centre d'éducation à l'environnement, et de mettre en œuvre le programme de jardinage biologique dans les écoles. Des visites de fermes biologiques locales aident également les élèves à comprendre les concepts de la production biologique.</p> <p>Le deuxième axe se concentre sur l'achat de produits alimentaires auprès de producteurs et de fournisseurs régionaux, y compris des options biologiques. Cette approche stimule les économies locales et circulaires, soutient les producteurs et fournisseurs locaux et contribue à la création d'emplois. Le PSAE est devenu une référence nationale en matière de méthodes innovantes pour élaborer des critères de marchés publics qui favorisent les producteurs locaux ou régionaux, dans le cadre de procédures juridiques compliquées et très bureaucratiques.</p> <p>Le troisième axe est axé sur le processus de préparation des repas scolaires, l'intégration des aliments de saison, des plats locaux traditionnels et des principes du régime méditerranéen dans la préparation des menus, ainsi que la mise en œuvre de procédures visant à prévenir le gaspillage alimentaire.</p> <p>Le quatrième axe se concentre sur la promotion d'habitudes alimentaires saines chez les enfants. Des programmes tels que "Active School/Positive Food" encouragent une alimentation équilibrée et une activité physique accrue. La municipalité a également adhéré à une initiative nationale visant à distribuer gratuitement des fruits, des légumes et du lait aux écoles primaires et préscolaires.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.cm-tvedras.pt/educacao/saude-e-alimentacao/programa-de-sustentabilidade-na-alimentacao-escolar



PORTUGAL

POLITIQUES ET INITIATIVES

Systèmes alimentaires durables dans la communauté intercommunale de (*Sistemas Alimentares Sustentáveis da AMAL - SAS*)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2021 – 2023 (evolved into other projects)
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Région de l'Algarve
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	La communauté intercommunale de l'Algarve (AMAL)
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>SAS a débuté comme un projet mené par AMAL, une entité qui regroupe les 16 municipalités de la région de l'Algarve. L'objectif principal du SAS était de consolider un système d'approvisionnement alimentaire plus durable dans les cantines scolaires publiques de la région grâce à un processus de passation de marchés publics intégrant des critères écologiques, donnant la priorité à la production locale et à des pratiques durables basées sur la saisonnalité et le régime méditerranéen.</p> <p>Un programme de marchés publics impliquant 11 municipalités intéressées a été mis en place. Ce programme a permis de piloter des repas scolaires basés sur des ingrédients locaux tels que les patates douces, le poisson frais, les agrumes et un régime bio-méditerranéen à base de plantes. En outre, un programme intégré pour des repas scolaires sains et durables a été élaboré dans trois municipalités. Il est axé sur les marchés publics, les campagnes de sensibilisation, les initiatives d'alphabétisation alimentaire et un modèle de gouvernance permettant d'articuler toutes les activités avec la participation de représentants de l'ensemble de la communauté scolaire.</p> <p>La structure de gouvernance consiste en des groupes de travail (GT) formés dans chaque école, qui comprennent des membres du conseil municipal de l'éducation, des enseignants, des parents, des représentants des élèves, du personnel de cuisine et des agriculteurs familiaux, dans la mesure du possible. Les groupes de travail ont été créés dans le cadre législatif existant en matière d'éducation (2019) pour mettre en œuvre le transfert de compétences du gouvernement national aux municipalités. Ce cadre prévoit la création de conseils municipaux de l'éducation qui peuvent délibérer sur les questions de santé, de protection sociale et d'alimentation. L'objectif est de renforcer la dimension institutionnelle des groupes de travail au sein de la structure de gouvernance formelle existante.</p> <p>Le projet visait également à établir un système de gouvernance pour l'ensemble de la région par la création d'un Conseil régional de la politique alimentaire. En raison des contraintes du projet, cet objectif n'a pas été entièrement atteint. Toutefois, il a été décidé que le CPA serait coordonné conjointement par AMAL et la Commission de développement régional. Il y aura un niveau local (comprenant les municipalités, les conseils municipaux de l'éducation, les groupes de travail et les producteurs alimentaires locaux) et un groupe de travail intercommunal (Forum régional de l'alimentation, de la nutrition et de l'alimentation scolaire). Actuellement, un nouveau projet (REVITALGARVE) vise à mettre en œuvre cette prochaine étape de la création d'un modèle de gouvernance alimentaire pour la région.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://amal.pt/atividades/recursos-endogenos/sistemas-alimentares-sustentaveis



PORTUGAL

POLITIQUES ET INITIATIVES

Cabinet d'appui au développement rural de la municipalité de São Pedro do Sul
(*Gabinete de Apoio ao Desenvolvimento Rural – GADR*)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2021 – en cours
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Municipalité de São Pedro do Sul
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le conseil municipal de São Pedro do Sul
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le GADR s'inscrit dans le cadre d'efforts à long terme visant à soutenir les agriculteurs locaux et à promouvoir la production durable, dans le cadre de la stratégie de l'écorégion dans laquelle l'agriculture durable est considérée comme un moteur du développement local, de la croissance économique, de l'identité territoriale et de la préservation du paysage.</p> <p>L'accent est mis sur la promotion de systèmes de production durables, notamment l'agroécologie, qui donnent la priorité aux ressources naturelles et contribuent à la production d'aliments sains et de qualité. L'accent est également mis sur la promotion des circuits courts d'approvisionnement alimentaire par le biais du marché municipal récemment élargi et des foires locales dans les paroisses du conseil, ainsi que sur la collaboration avec les établissements de santé locaux afin de promouvoir la sensibilisation aux bienfaits de l'alimentation locale pour la santé.</p> <p>Le GADR fournit un service de soutien spécialisé, composé de deux agronomes, qui facilite diverses activités telles que la mise en place d'un système d'information pour les agriculteurs et autres producteurs de denrées alimentaires, des services de conseil agricole pour promouvoir des pratiques durables, le soutien à la mise en œuvre de la certification biologique et la formation professionnelle dans le secteur de l'agriculture. Outre ce rôle plus technique lié aux agriculteurs locaux, le GADR vise également à contribuer à la consolidation et à l'articulation de tous les efforts municipaux liés au système alimentaire. Par conséquent, le cabinet mène également des actions de sensibilisation dans les paroisses, organise des activités dans les écoles et participe à des projets locaux, entre autres.</p> <p>L'introduction d'un prix monétaire pour chaque bovin né dans la municipalité, avec des montants plus élevés pour les animaux autochtones et moins élevés pour les animaux croisés, est également une mesure spécifique qui mérite d'être soulignée. L'objectif est d'augmenter le nombre d'unités de bétail, une mesure importante en raison de l'importance du bétail dans le maintien du système alimentaire agroécologique traditionnel et du paysage.</p> <p>En avril 2021, dans le cadre de la dynamique d'un projet national en partenariat avec d'autres municipalités et organisations de la société civile, l'assemblée municipale a mis en place un groupe de travail sur l'alimentation qui avait pour mission de créer les bases d'un conseil municipal de l'alimentation, avec la participation d'acteurs locaux (associations locales, agriculteurs, écoles, etc.). Cependant, en raison de changements à la tête de la municipalité, la mise en œuvre de cette initiative n'est pas encore achevée.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	<p>https://www.cm-spsul.pt/conteudo.asp?idcat=446</p> <p>http://bioregiaodespedrodosul.pt/gabinete-apoio-desenvolvimento-rural.html</p>



PORTUGAL

POLITIQUES ET INITIATIVES

Stratégie alimentaire de Funchal (*SEMEAR – Estratégia Alimentar do Funchal*)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2020 - en cours
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Municipalité de Funchal (île de Madère)
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le conseil municipal de Funchal (CMF)
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>La stratégie alimentaire de Funchal est issue du projet FOOD TRAILS, un projet européen impliquant 11 villes européennes partenaires, dont Funchal, qui vise à transformer les systèmes alimentaires et à développer des stratégies alimentaires locales.</p> <p>Bien que la stratégie alimentaire de Funchal ait été officiellement lancée en octobre 2023, sa création est le résultat d'un travail préalable de co-conception, depuis 2020, à travers différents types d'activités visant à promouvoir l'engagement des acteurs locaux et des membres de la communauté.</p> <p>La stratégie est hébergée par le département de l'éducation et du développement social de la municipalité et fait partie de l'engagement de l'exécutif à promouvoir "plus de santé et de bien-être", en "agissant avec la communauté pour qu'elle adopte dans sa vie quotidienne des régimes alimentaires durables, sains et équilibrés sur le plan nutritionnel, économiquement accessibles et équitables, et ayant un impact limité sur l'environnement, tant par la protection de la biodiversité et des écosystèmes que par la contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à une vie saine pour les générations actuelles et futures".</p> <p>La stratégie est dirigée et mise en œuvre par la municipalité, en partenariat avec les acteurs locaux. D'ici 2027, le CMF souhaite mettre en œuvre des mesures stimulantes, innovantes et susceptibles de changer la vie, sur la base de cinq lignes directrices : l'éducation, la durabilité, l'inclusion, le commerce local et la mise en réseau. Après le lancement officiel de la stratégie, le CMF prévoit la mise en place de nouveaux groupes de discussion pour évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie.</p> <p>Il convient de noter que la mise en œuvre de la stratégie est soutenue par d'autres initiatives issues du projet FOODTRAILS.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://semear.funchal.pt/estrategia/



PORTUGAL

POLITIQUES ET INITIATIVES

Promotion de la diète méditerranéenne (*Promoção da Dieta Mediterrânica*)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2013 - en cours
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Municipalité de Tavira (région de l'Algarve, au niveau national, dans les pays méditerranéens)
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le conseil municipal de Tavira
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>La municipalité de Tavira est l'une des communautés emblématiques où la diète méditerranéenne est toujours vivante, transmise, protégée et célébrée par les communautés qui la reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel immatériel commun. Tavira est également le représentant portugais et l'entité principale qui a demandé en 2011 que la diète méditerranéenne soit reconnue comme un site du patrimoine mondial de l'UNESCO.</p> <p>Lorsque la reconnaissance de l'UNESCO a été accordée, la Commission pour la coordination et le développement régional (CCDR Algarve) a créé la Commission régionale pour la diète méditerranéenne, à laquelle la municipalité de Tavira participe activement, aux côtés d'établissements d'enseignement et de l'université d'Algarve, d'institutions publiques dédiées à la culture, au tourisme, à l'agriculture et à la pêche, d'organisations de la société civile (développement local, santé, gastronomie, etc.), de représentants du secteur de l'hôtellerie, etc. En contribuant à la mise en œuvre d'une stratégie globale, tous ces acteurs visent à sauvegarder, promouvoir et valoriser la diète méditerranéenne, en le préservant en tant qu'élément du patrimoine culturel portugais - une représentation de la vie saine, une norme d'excellence culinaire et une force motrice pour le développement territorial.</p> <p>La Commission régionale a déjà élaboré deux plans d'action pour la sauvegarde du régime méditerranéen dans la région de l'Algarve (2018-2021 et 2023-2027). Ces plans proposent des actions et des indicateurs relatifs à la production, à la transformation et à la commercialisation des aliments, à la biodiversité et au patrimoine naturel, au patrimoine culturel et au mode de vie et à l'alimentation, entre autres.</p> <p>La municipalité de Tavira s'engage activement dans des efforts de collaboration impliquant des entités privées, des associations communautaires et des réseaux de soutien, entre autres, qui reconnaissent l'importance de promouvoir les modes de vie uniques façonnés par le climat méditerranéen.</p> <p>La municipalité est responsable du site web officiel de la diète méditerranéenne, qui rassemble des informations sur la DM et 22 projets développés dans la région qui contribuent aux objectifs stratégiques des plans d'action. Nombre de ces projets sont directement promus par la municipalité de Tavira. Les projets comprennent la recherche-action, des projets spécifiques avec les écoles et les marchés publics d'alimentation, des projets visant à comprendre et à lutter contre l'insécurité alimentaire et à promouvoir le droit humain à l'alimentation, des activités de sensibilisation, une foire du DM, comprenant des activités culturelles, de la gastronomie, des arts et des marchés locaux, ainsi que la promotion de circuits courts d'alimentation. Certains de ces projets sont locaux, d'autres régionaux, nationaux et même transnationaux, ce qui prouve l'engagement de la municipalité à préserver et à promouvoir le DM en tant que lien symbolique et éthique avec la nature, le paysage et le développement durable.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	<p>Mediterranean Diet UNESCO proposal: https://ich.unesco.org/en/8-representative-list-00665</p> <p>Publication of the Centre for Competencies on Mediterranean Diet: https://www.drapc.gov.pt/servicos/agricultura/files/DM_revista_2.pdf</p> <p>Municipality of Tavira: Diagnosis of Food Dynamics: https://www.animar-dl.pt/wp-content/uploads/2023/10/relatorio_tavira.pdf</p>



PORTUGAL

ESPACES POLITIQUES

Stratégie alimentaire Semear em Montemor (*Semear em Montemor - Estratégia Alimentar / SMEA*)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2018 - en cours
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Municipalité de Montemor-o-Novo, région de l'Alentejo central (le réseau est ouvert à toute entité intéressée au Portugal qui souscrit à ses principes).
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	La stratégie SMEA et le réseau qui lui est rattaché sont issus d'un groupe de travail de l'Agenda 21 local dans le cadre de la révision participative par le Conseil municipal de son Plan stratégique local 2025.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Cette stratégie vise à relever des défis locaux tels que la baisse de la qualité des aliments, la dépendance à l'égard des aliments importés, la diversité agricole limitée et le manque d'eau pour la production et la consommation alimentaires. Elle comporte trois objectifs stratégiques : la sécurité alimentaire, des habitudes alimentaires saines et la préservation du patrimoine agroalimentaire. L'objectif global est la transition vers un système alimentaire agroécologique basé sur le territoire et organisé autour de quatre axes clés : 1) la santé et la sécurité alimentaire ; 2) les circuits de consommation, de production et de commercialisation ; 3) la durabilité et la gestion des ressources ; et 4) la gouvernance stratégique.</p> <p>La stratégie prévoit un modèle de gouvernance basé sur une "gestion multiniveaux et intégrée" (axe 4) dans le but de "contribuer à l'intégration et à la cohérence des mesures et des instruments nécessaires à l'affirmation du modèle agroécologique sur le territoire en tant que cadre de référence partagé, ainsi qu'à la mobilisation et à l'implication des différents acteurs dans les modèles de gouvernance et les processus décisionnels engagés dans cette aspiration macrostructurelle à soutenir une culture alimentaire saine". Avec le temps, la stratégie a obtenu le soutien d'organisations et de groupes de la société civile, formant un réseau local engagé dans sa mise en œuvre.</p> <p>Ce réseau implique des producteurs locaux de denrées alimentaires, des organisations de la société civile, des associations locales de différents domaines thématiques, des universités et d'autres acteurs concernés. Les membres participent avec leurs propres ressources, telles que des espaces, des équipements, des connaissances et des ressources humaines pour réaliser les activités auxquelles ils se sont engagés. La mise en œuvre des axes stratégiques est répartie entre les unités municipales et les autres membres du réseau.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://smea.cm-montemornovo.pt/



PORTUGAL

ESPACES POLITIQUES

Réseau alimentaire de Mértola (*Rede Alimentar de Mértola - RAM*)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2017 - en cours
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Municipalité de Mértola (sud de l'Alentejo). Certains projets peuvent s'étendre à d'autres municipalités de la région. Par exemple, lors de la fermeture de Covid-19, le réseau a livré des paniers alimentaires à d'autres municipalités, et certains projets impliquent des producteurs locaux qui appartiennent à des municipalités voisines.
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Entre 2017 et 2018, plusieurs événements sur le territoire impliquant des acteurs locaux (agriculteurs, collectivités locales, associations, écoles, organisations sociales, entrepreneurs locaux) ont permis l'émergence d'une communauté de pratiques qui a évolué vers le Réseau alimentaire de Mértola.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Les principaux objectifs du Réseau alimentaire de Mértola (RAM) sont de renforcer la souveraineté alimentaire, de promouvoir les pratiques agroécologiques, les circuits courts de distribution alimentaire et la consommation d'aliments locaux sains, saisonniers et biologiques. Le réseau est basé sur les principes de la co-création et de la prise de décision collective, de l'utilisation régénérative des ressources et de l'agroécologie, des processus traditionnels et de la loyauté envers le territoire. Les projets comprennent des jardins forestiers, des conversations communautaires autour de l'alimentation, des marchés de producteurs locaux et des livraisons de produits frais. L'une de ses principales réalisations est l'intérêt progressif de la population locale pour la transition agroécologique.</p> <p>RAM est un réseau informel dirigé par son propre processus de développement, en fonction de ce que chaque membre peut faire et donner. Il n'y a pas d'organisation unique qui dirige le processus. La vision, les objectifs et les axes stratégiques ont été créés collectivement lors de réunions participatives. Les assemblées sont organisées en fonction de la dynamique des activités et des contraintes ressenties à chaque instant ; il n'y a pas de calendrier rigide des réunions. Elles sont mises en œuvre à l'aide de méthodologies telles que le rêve du dragon, la sociocratie, la technologie de l'espace ouvert, qui reposent sur la création de conditions permettant à chacun de participer. Les décisions par vote sont rares.</p> <p>Jusqu'en janvier 2023, l'animation a été assurée par une association locale membre, avec le soutien de consultants externes liés à différents projets. Cependant, comme cette association est de plus en plus impliquée dans plusieurs projets locaux, il y a moins de neutralité pour continuer à animer le RAM. Il est donc nécessaire de trouver un autre modèle pour animer le réseau.</p> <p>La municipalité a contribué avec ses propres fonds à la mise en œuvre de différents projets, par exemple, l'achat d'une camionnette pour soutenir la logistique du projet d'agriculture soutenue par la communauté ; la mise en œuvre d'un projet intergénérationnel pour promouvoir l'alimentation traditionnelle et la gastronomie basée sur un régime local et méditerranéen ; la restauration d'un bâtiment local pour créer un centre de recherche et de transfert de connaissances pour soutenir la transition agro-écologique. Le département du développement local et de l'économie de la municipalité participe au réseau en tant que membre depuis le début. Au fil des ans, le personnel technique d'autres départements y a progressivement participé.</p> <p>Les groupes défavorisés participent par l'intermédiaire de leurs organisations représentatives. Le processus de fonctionnement du RAM est jugé positif, mais certains problèmes persistent. Par exemple, la municipalité pourrait avoir un rôle plus important en termes de décisions concernant l'urbanisme et la gestion des sols, et le manque d'espace pour le stockage.</p> <p>La municipalité a signé le pacte de Milan, la déclaration de Glasgow et, plus récemment, la déclaration de Torres Vedras. Malgré l'intérêt et les efforts déployés, il existe un risque de retour en arrière en cas de changement de parti politique.</p> <p>Le réseau fait partie de l'initiative plus large "Mértola Future Lab", qui s'attaque aux défis locaux tels que le climat semi-aride, la faible densité de population, les risques de désertification, le manque d'emplois et d'infrastructures, et l'émigration. Il fait également partie d'un projet régional intitulé "TerraAlimenta", qui vise à assurer la transition vers un système alimentaire territorialisé dans le sud de l'Alentejo.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	<p>https://www.mertolafuturelab.com/blog/portfolio/rede-alimentar-mertola/</p> <p>https://www.interregeurope.eu/good-practices/mertola-food-network</p>



PORTUGAL

ESPACES POLITIQUES

Écorégion de l'Idanha-a-Nova (*Bio-região de Idanha-a-Nova*)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2018 - en cours
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Municipalité d'Idanha-a-Nova
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le conseil municipal d'Idanha-a-Nova et le centre municipal pour la culture et le développement (CMCD)
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>L'écorégion Idanha-a-Nova fait partie du réseau international des écorégions (INNER). Il s'agit d'un partenariat local regroupant des agriculteurs, des consommateurs, des entreprises privées, des organismes publics, des associations, des voyageurs et la communauté, entre autres, dont l'objectif est de promouvoir la gestion durable des ressources locales sur la base de méthodes biologiques et agroécologiques de production et de consommation d'aliments. Cette approche converge avec l'objectif plus large de la région de développer son économie et de préserver et promouvoir son patrimoine social et culturel de manière consciente.</p> <p>Le modèle de gouvernance est participatif et implique un pacte multi-acteurs qui englobe tous les secteurs. La commission de suivi (pas encore constituée) est responsable de la mise en œuvre du plan d'action et de la supervision de ses activités au sein de l'écorégion par le biais de réunions régulières. Le développement de projets et de programmes sectoriels dans des domaines tels que l'éducation, la culture, le tourisme, la communication, la santé et le bien-être de la population est basé sur les cinq axes stratégiques de son plan d'action : (1) la gestion de l'eau ; (2) la santé des écosystèmes ; (3) la régénération des sols ; (4) les énergies renouvelables ; et (5) l'agrobiodiversité.</p> <p>Les agriculteurs jouent un rôle central dans cette initiative. En échange de leur engagement dans la production d'aliments biologiques, ils bénéficient d'un accès aux marchés locaux en circuit court, d'une visibilité et d'une appréciation accrues, d'une intégration dans les itinéraires d'écotourisme, ainsi que d'un soutien technique. Les entreprises du secteur privé complètent le réseau avec des offres multi-produits, renforçant ainsi l'économie locale. Les associations apportent une contribution significative en participant activement à diverses initiatives sur le territoire. Les établissements d'enseignement et de formation soutiennent la recherche. Les citoyens jouent un rôle essentiel dans la sensibilisation et la valorisation des produits, en servant de point focal pour le dialogue entre tous les membres. Le conseil municipal et le CMCD s'occupent de l'administration impliquée dans le développement de l'écorégion.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	http://www.cmcd.pt/bio-regi%C3%A3o/ https://www.ecoregion.info/bio-regiao-idanha-a-nova-portugal/



PORTUGAL

ESPACES POLITIQUES

FoodLink Réseau pour une transition alimentaire dans l'aire métropolitaine de Lisbonne (Rede para a Transição Alimentar na Área Metropolitana de Lisboa - AML)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2022 - en cours
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	AML - Aire métropolitaine de Lisbonne (18 municipalités des districts de Lisbonne et de Setúbal)
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	FoodLink est issu du réseau de parcs agroalimentaires de l'AML (2019) et d'un laboratoire vivant mis en œuvre dans le cadre d'un projet Horizon 2020 (ROBUST - Rural-Urban Outlooks : Unlocking Synergies), dont le chef de file était l'Institut supérieur de technologie (Université de Lisbonne).
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>FoodLink est un réseau intersectoriel qui soutient l'opérationnalisation de systèmes agroalimentaires territoriaux durables, compétitifs et résilients dans l'aire métropolitaine de Lisbonne (AML). En mettant l'accent sur l'aménagement du territoire local et en s'alignant sur les stratégies internationales, nationales et régionales, il vise à transformer le système alimentaire par le biais de trois axes stratégiques :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Planification territoriale pour la transition alimentaire, la promotion de la sécurité alimentaire, la préservation de l'environnement et les dynamiques urbaines-rurales.2. Favoriser la cohésion socio-territoriale grâce aux circuits courts, à la réduction du gaspillage alimentaire, au soutien des marchés locaux et à la promotion de pratiques de production durables.3. Promouvoir l'alimentation responsable et l'éducation à l'alimentation. <p>Le réseau prévoit que, d'ici 2030, 15 % de l'approvisionnement alimentaire de l'aire métropolitaine provienne d'une production durable, de solutions innovantes et de réseaux de distribution à faible émission de carbone, permettant ainsi à la population métropolitaine d'accéder à des options de consommation alimentaire responsable. Il espère contribuer à la valorisation socio-écologique et économique de l'AML tout en renforçant les synergies urbaines-rurales. L'accent est également mis sur la formation, le renforcement des capacités et la sensibilisation au système alimentaire, le soutien à la numérisation et l'amélioration des connaissances en matière d'alimentation.</p> <p>Pour atteindre ses objectifs, le réseau est organisé en trois groupes de travail : (1) stratégie, planification et gouvernance ; (2) production, distribution et consommation ; et (3) éducation, renforcement des capacités et communication. Il compte actuellement 29 membres, issus des niveaux local, régional et national, dont l'AML lui-même, des représentants universitaires (sciences agronomiques, médicales et sociales), la Commission de coordination et de développement régional de Lisbonne et de la vallée du Tage (CCDR-LVT), la Direction générale du territoire (DGT), les institutions publiques de l'agriculture et de la pêche, ainsi que des municipalités, des associations locales et nationales et des entreprises liées au secteur alimentaire, y compris des producteurs et des traiteurs. Le réseau se réunit une fois par mois.</p> <p>La participation des municipalités est diverse, en fonction de leur capacité et/ou de leur intérêt. Au départ, les représentants de l'aménagement du territoire étaient les plus nombreux à participer, mais aujourd'hui, les services de l'environnement, de l'éducation et du développement local sont également présents. La plupart des représentants municipaux qui participent sont des techniciens, mais il y a aussi des conseillers municipaux dans certains cas. Tous les membres du réseau ont signé une lettre d'engagement sur les objectifs à atteindre.</p> <p>La stratégie de transition alimentaire sera lancée en 2024, avec notamment la mise en place d'un observatoire pour suivre sa mise en œuvre. La stratégie prévoit également la création de conseils locaux de politique alimentaire liés à un conseil métropolitain.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	<p>https://www.aml.pt/iniciativas/aml-alimenta/ https://www.aml.pt/iniciativas/foodlink/ https://documentacao.aml.pt/wp-content/uploads/2023/07/relatorio-foodlink-eng-aml.pdf</p>



PORTUGAL

ESPACES POLITIQUES

Comité de cogestion pour la récolte du pouce-pied (*Pollicipes pollicipes*) (*Comité de Cogestão para a Apanha do Percebe e do Polvo Algarve*)

DATE DE DÉBUT/ FIN	Le comité a été lancé à la fin de l'année 2021 et a commencé à travailler pleinement en mars 2022.
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Réserve naturelle des îles Berlengas (Peniche) - RNB
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le comité de cogestion est un sous-produit du projet Co-Pesca 2 (2017-2020) mené par l'organisation de la société civile ANP-WWF (Association Nature Portugal).
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le Comité a été créé pour superviser la récolte durable des pouces-pieds (<i>Pollicipes pollicipes</i>), une ressource biologique de grande valeur qui a une grande influence socio-économique dans un point chaud de la biodiversité classé à la fois comme réserve naturelle et réserve de biosphère de l'UNESCO : l'archipel de Berlengas. Le fonctionnement du comité est régi par la loi 73/2020.</p> <p>Le comité cherche à atteindre la durabilité environnementale, économique et sociale en trouvant un équilibre entre la préservation de l'environnement et les intérêts de l'exploitation commerciale, sur la base d'une attitude coopérative, responsable et respectueuse entre les différents acteurs qui participent au comité, à savoir les ramasseurs de coquillages, les universitaires, les organisations de la société civile et les entités officielles.</p> <p>Pour atteindre ses objectifs, le Comité a mis en place des mesures de gestion globales visant à garantir une exploitation durable de la ressource, qui permette de maximiser les avantages économiques tout en minimisant l'impact négatif de l'exploitation grâce à une utilisation efficace et consciente des pouces-pieds. Les ramasseurs de coquillages participent activement aux efforts de surveillance.</p> <p>Actuellement, le comité est composé de la municipalité de Peniche, de 40 ramasseurs de coquillages agréés représentés par l'association des ramasseurs de coquillages de Berlenga², de l'unité locale de contrôle côtier (police), de plusieurs agences du gouvernement central, d'universités et des ONG Arméria et PONG-Pesca. La municipalité de Peniche se charge de mettre à disposition des espaces et d'autres ressources, ainsi que de veiller à l'application de la loi.</p> <p>Le Comité dispose d'une commission exécutive, à laquelle participent 6 des 40 ramasseurs de coquillages et 1 représentant de chacun des autres secteurs. L'ANP-WWF assure les fonctions de coordination et de secrétariat, ainsi que la facilitation des réunions, et prend en charge les coûts de ce travail. Le Comité tient une assemblée générale par an.</p> <p>Récemment, la commission a pu obtenir des ressources pour son fonctionnement dans le budget de l'État ; toutefois, l'institution publique chargée de fournir ce soutien (l'Institut de la mer et de l'atmosphère) n'a accès qu'aux fonds européens qui soutiennent le travail de surveillance. À la suite de l'expérience du comité, un autre comité a été créé dans la région de l'Algarve, qui se consacre à la pêche au poulpe et implique 13 municipalités.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://copesca.pt/

² Ce sont les seules personnes autorisées à développer cette activité dans le cadre juridique très restreint de la réserve naturelle.



ESPAGNE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Stratégie de Barcelone pour une alimentation saine et durable à l'horizon 2030 (BSHFS2030)

DATE DE DÉBUT/ FIN	Novembre 2022 - décembre 2030
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Ville de Barcelone (Catalogne, Espagne)
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Commission de l'économie sociale, du développement local et de la politique alimentaire de la municipalité de Barcelone, en collaboration avec le plan stratégique métropolitain de Barcelone.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>La stratégie BSHFS2030 vise à devenir une stratégie de transformation de la ville qui définit une vision et des objectifs majeurs partagés avec les acteurs les plus représentatifs de la quintuple hélice alimentaire (administrations publiques, secteur privé, universités et recherche, citoyens et leurs organisations, et médias), ainsi qu'avec les différents secteurs (santé, environnement, justice sociale, culture, économie) et étapes de la chaîne alimentaire (de la ferme à l'assiette), générant ainsi un engagement de leur part à tous.</p> <p>La stratégie alimentaire urbaine appelle à la nécessité d'une action collective, au tissage de synergies, à l'implication de capacités de transformation nouvelles et différentes, à l'inclusion de la diversité des voix et des savoirs, au dépassement des défis et à l'accroissement de l'ambition face aux urgences écologiques et sociales.</p> <p>Les principaux axes de la BSHFS2030 sont les suivants : (1) préparer un contexte favorable à une action efficace (gouvernance) ; (2) promouvoir des régimes alimentaires et une nutrition durables ; (3) assurer l'équité sociale et économique ; (4) promouvoir la production alimentaire ; (5) améliorer l'approvisionnement et la distribution alimentaires, et (6) réduire le gaspillage alimentaire.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.alimentaciosostenible.barcelona/en/barcelona-healthy-and-sustainable-food-strategy-2030



ESPAGNE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Stratégie de Barcelone en matière d'agriculture urbaine à l'horizon 2030 (BUAS2030)

DATE DE DÉBUT/ FIN	Avril 2019 - décembre 2030
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Le champ d'application territorial de la stratégie est la ville de Barcelone. Elle inclut les toits des bâtiments publics et privés de la ville et prend en compte les jardins scolaires, même s'il ne s'agit pas d'un objectif principal.
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Promu par l'aire d'écologie urbaine de la mairie de Barcelone avec le soutien politique du commissaire à l'économie sociale, au développement local et à la politique alimentaire de la mairie de Barcelone. Il convient toutefois de noter que les vergers urbains ont une longue histoire à Barcelone.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>BUAS2030 est un projet créé pour améliorer et augmenter la surface agricole dans la ville, promouvoir l'agroécologie, maximiser les services environnementaux et sociaux, et cultiver la nature dans la ville pour le bénéfice des personnes et la conservation de la biodiversité.</p> <p>La stratégie s'articule autour de quatre axes stratégiques :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Axe territorial : Promouvoir l'augmentation de la surface cultivée dans la ville.2. Agroécologie : Promouvoir l'agriculture biologique et consolider et étendre les initiatives visant à améliorer la biodiversité des zones agricoles urbaines. Promouvoir le modèle agroécologique en ville et les réseaux agroécologiques à l'échelle métropolitaine.3. Social et communautaire : Promouvoir des activités qui augmentent les bénéfices sociaux, thérapeutiques, émotionnels et communautaires.4. Gouvernance et coordination : Promouvoir un modèle de gouvernance partagée basé sur la démocratie participative et favorisant l'autonomisation du réseau communautaire. Mettre en place les instruments municipaux nécessaires pour devenir une ville engagée dans l'agriculture urbaine
PLUS D'INFORMATIONS	https://ajuntament.barcelona.cat/ecologiaurbana/en/what-we-do-and-why/green-city-and-biodiversity/urban-agriculture-strategy



ESPAGNE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Stratégie agroalimentaire Valence 2025

DATE DE DÉBUT/ FIN	Octobre 2018 - décembre 2025
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Ville et agglomération de Valence
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le conseil municipal de Valence dans le cadre du projet "Alliances locales pour la construction d'une stratégie alimentaire à Valence", dirigé par le département de l'agriculture, des vergers et des villages de Valence, et le conseil municipal de l'alimentation de Valence. Le processus répond également aux demandes formulées par les organisations de la société civile.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>La stratégie agroalimentaire Valence 2025 a été créée dans le but d'offrir à la ville un cadre d'action qui propose des solutions aux défis alimentaires auxquels sont confrontés les habitants d'un environnement métropolitain unique et complexe.</p> <p>Le Conseil municipal de l'alimentation de Valence oriente ses actions en fonction des engagements et des contenus inclus dans la Stratégie agroalimentaire de Valence. Ce cadre de référence stratégique a été approuvé par l'assemblée plénière du Conseil de l'alimentation avec le vote favorable de toutes les entités membres du Conseil et une abstention. Il a ensuite été ratifié par l'assemblée plénière du conseil municipal de Valence par tous les groupes politiques municipaux.</p> <p>Les lignes stratégiques de la stratégie, issues d'un processus participatif, sont les suivantes : (1) Culture agroalimentaire responsable ; (2) Transition agroécologique ; (3) Économie alimentaire de proximité ; (4) Gouvernance alimentaire locale ; (5) Droit à l'alimentation ; et (6) Planification alimentaire territoriale.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://consellalimentari.org/es/la-estrategia-agroalimentaria-valencia-2025/



ESPAGNE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Initiative législative populaire pour le bien-être des générations présentes et futures (Îles Baléares)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2023 - pas de date de fin
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	La communauté autonome des îles Baléares (Majorque, Minorque, Ibiza et Formentera)
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	<p>En Espagne, l'initiative législative populaire est un mécanisme de démocratie directe. Il s'agit de la possibilité, protégée par la Constitution espagnole, pour les citoyens de présenter des initiatives législatives sans être des représentants du peuple dans leurs congrès respectifs. Ces initiatives législatives doivent être approuvées par un certain nombre de signatures pour être prises en compte par leur chambre législative respective et peuvent porter sur des questions d'intérêt public telles que la réforme d'un statut, d'une loi ou même un amendement constitutionnel.</p> <p>Dans ce cas, le Groupe des Baléares pour l'ornithologie et la défense de la nature (GOB) a présenté une initiative législative populaire au parlement local en 2021 dans le but d'assurer le bien-être des générations actuelles et futures. Le GOB présente cette initiative populaire, pionnière en Espagne, sous le slogan <i>Aujourd'hui pour demain</i>, axé sur des propositions collectives pour une transition éco-sociale. Plus de 12 000 citoyens ont soutenu l'initiative, soit plus que le minimum requis par la loi pour que le Parlement la prenne en considération.</p>
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>L'objectif de la loi est de s'assurer que les actions des institutions publiques des îles Baléares garantissent le bien-être écologique, économique et social des générations actuelles et futures des îles Baléares. Cela signifie que chaque politique, en particulier l'aménagement du territoire de chaque île, devra justifier l'impact qu'elle aura sur les générations futures. La loi établit l'agroécologie comme un secteur prioritaire et stratégique, ainsi que la diminution et la reconversion du système économique basé sur le tourisme.</p> <p>Sur la base de l'initiative législative populaire, le Parlement des Baléares doit créer la Commission pour le bien-être des générations actuelles et futures des îles Baléares, qui sera composée d'experts de différents domaines : éducation, recherche et innovation ; agroécologie et souveraineté alimentaire ; environnement et biodiversité ; atténuation de la crise climatique et adaptation à celle-ci ; justice sociale ; modèles économiques ; urbanisme, territoire et paysage ; ressources en eau et en énergie, égalité et politique de genre ; immigration et culture ; enfance et jeunesse ; et santé publique.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://intranet.caib.es/eboibfront/es/2023/11722/672155/ley-10-2023-de-5-de-abril-de-bienestar-para-las-ge



ESPAGNE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Stratégie pour l'économie verte et circulaire Extremadura 2030

DATE DE DÉBUT/ FIN	Janvier 2018 - décembre 2030
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Communauté autonome d'Estrémadure (Badajoz et Cáceres)
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le gouvernement d'Estrémadure, à travers un processus d'élaboration auquel ont participé 14 679 personnes (représentants d'associations et de groupes sociaux, entreprises, coopératives, politiciens, etc.), par le biais de tables rondes, d'ateliers, d'entretiens personnels, de forums de validation, d'assemblées, d'enquêtes en ligne, etc.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>La stratégie d'économie verte et circulaire vise à unir et à aligner la plupart des ressources matérielles et humaines existantes en Estrémadure dans la recherche d'une économie et d'une société vertes et circulaires, où les ressources naturelles sont une source permanente d'opportunités pour les habitants de l'Estrémadure. Une économie sociale et durable, dans laquelle les habitants de chacune des villes d'Estrémadure sont les protagonistes de l'innovation, de la créativité, de la production respectueuse de biens et de services, de la création d'initiatives commerciales vertes et de la préservation des ressources naturelles.</p> <p>Les axes thématiques de la stratégie sont les suivants :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Économie verte et circulaire, changement climatique et durabilité ;2. Politiques de l'énergie, de l'eau et des déchets ;3. Ressources productives et secteurs économiques, y compris l'agriculture et l'élevage ;4. Science, technologie et innovation ;5. Des municipalités et des territoires durables ;6. L'emploi, l'esprit d'entreprise et l'investissement7. Citoyenneté (y compris l'alimentation saine, la consommation verte et re-sponsable, l'éducation, la culture verte et la sensibilisation à l'environnement, ainsi que la participation des citoyens).
PLUS D'INFORMATIONS	https://extremadura2030.com/



ESPAGNE

ESPACES POLITIQUES

Agròpolis (Barcelone)

DATE DE DÉBUT/ FIN	2019 – pas de date de fin
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Ville de Barcelone
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Conseil municipal de Barcelone
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Agròpolis est un espace public-communautaire de dialogue, de travail et d'action entre la société civile, les réseaux économiques, les universités et l'administration publique municipale, qui ont en commun l'objectif de collaborer à la transformation du système alimentaire de Barcelone selon les valeurs de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie.</p> <p>Ils unissent leurs forces pour répondre aux défis du système alimentaire de la ville, et le font à partir de ces trois espaces :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Un espace politique à partir duquel proposer, contraster et influencer les politiques publiques en matière d'alimentation durable.2. Un espace de co-création de projets et d'actions liés au développement d'un système agro-alimentaire qui progresse vers la souveraineté alimentaire.3. Un espace de rencontre pour établir des liens et améliorer la coordination entre les différents acteurs et domaines de travail liés à l'alimentation. <p>La plénière d'Agròpolis a décidé de lier les axes de travail des espaces aux défis décrits dans la Stratégie alimentaire durable Barcelone 2030 :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Augmenter la production et la vente d'aliments agroécologiques et de proximité et leur distribution en circuits courts.2. Protéger et récupérer les espaces productifs urbains et périurbains.3. Promouvoir et défendre l'accès universel à une alimentation saine et durable pour tous.4. Promouvoir un changement de culture alimentaire.5. Équilibrer les pouvoirs au sein de la chaîne alimentaire et favoriser des relations équitables.
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.alimentaciosostenible.barcelona/en/what-we-do/agropolis



ESPAGNE

ESPACES POLITIQUES

Conseil municipal de l'alimentation de Valence

DATE DE DÉBUT/ FIN	2018 - pas de date de fin
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	<p>Le champ d'action territorial du Conseil municipal de l'alimentation de Valence est celui qui correspond à l'aire municipale du Conseil municipal de Valence, bien que pour donner de la cohérence à une politique alimentaire territorialisée, les acteurs et les participants du Conseil municipal de l'alimentation puissent opérer en dehors de l'aire municipale. Ceci est particulièrement pertinent étant donné la même relation entre la ville de Valence et sa zone de production la plus immédiate, le jardin maraîcher, les villes de Valence et l'Albufera qui couvre l'ensemble de l'aire métropolitaine.</p>
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	<p>Financé par la mairie de Valence, l'espace est né d'un processus de participation et de consultation " En marchant vers un conseil alimentaire municipal ", développé tout au long des années 2016 et 2017, où les acteurs sociaux et économiques du territoire liés à l'espace agroalimentaire local ont défini conjointement le modèle, les critères et les domaines d'action de l'espace de gouvernance alimentaire local.</p>
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le Conseil municipal de l'alimentation de Valence est un organe consultatif et de participation sectorielle du Conseil municipal de Valence, dont l'objectif est de promouvoir un système alimentaire local plus durable, plus sain et plus équitable, conformément aux engagements adoptés par le Conseil municipal de Valence lors de la signature du Pacte de Milan.</p> <p>Les fonctions du Conseil municipal de l'alimentation sont les suivantes</p> <ol style="list-style-type: none">1. Encourager la participation, l'échange d'informations et la formulation de propositions par les acteurs sociaux et économiques de la municipalité de Valence qui œuvrent en faveur d'une alimentation durable et saine.2. Faciliter la coordination entre les différents services du conseil municipal impliqués dans l'élaboration de politiques municipales dans lesquelles l'alimentation durable et saine joue un rôle important.3. Promouvoir, soutenir et assurer le développement progressif des engagements pris dans le Pacte de Milan sur la politique alimentaire urbaine par la mise en œuvre de la stratégie agroalimentaire de Valence 2025.
PLUS D'INFORMATIONS	<p>https://consellalimentari.org/</p>



ESPAGNE

ESPACES POLITIQUES

Observatoire de l'eau de Terrassa

DATE DE DÉBUT/ FIN	Juillet 2018 – pas de date de fin
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Ville de Terrassa (Catalogne)
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	L'Observatoire de l'eau de Terrassa est un projet promu par le Parlement citoyen de Terrassa et le mouvement social de la ville.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>L'Observatoire de l'eau de Terrassa est un organisme municipal participatif qui fonctionne de manière autonome. Dans le préambule de son règlement, il est indiqué qu'il a été créé avec la volonté politique d'améliorer la gouvernance de la ville en approfondissant la participation, la collaboration et la consultation des citoyens et des agents sociaux.</p> <p>Il s'agit d'un nouvel espace de participation, créé dans le but de définir une nouvelle culture de participation citoyenne à la gestion des biens communs de la ville. Cet observatoire promeut les valeurs de l'eau en tant que responsabilité publique, en tant que bien naturel essentiel et indispensable à la vie et à ses écosystèmes, et en tant que droit de l'homme qui doit être garanti à tous.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.oat.cat/es/index/



ESPAGNE

ESPACES POLITIQUES

Conseil municipal de l'alimentation de Saragosse

DATE DE DÉBUT/ FIN	Novembre 2021 - pas de date de fin
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Ville de Saragosse (Aragon)
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le conseil municipal de Saragosse a encouragé la création d'un organe participatif composé d'institutions et d'agents sociaux et économiques qui collaboreront avec le conseil municipal à l'élaboration de la stratégie de Saragosse en matière d'alimentation durable et saine, par la définition, la promotion, la coordination, le suivi et l'évaluation des plans d'action.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le Conseil municipal de l'alimentation de Saragosse est composé de plus de 110 entités sociales et économiques de la ville liées à ce domaine. Pour définir, promouvoir, coordonner, suivre et évaluer les plans d'action, le Conseil de l'alimentation est organisé en groupes de travail thématiques chargés de conseiller le conseil municipal, d'aider à établir les priorités et de proposer des critères d'action. Les groupes de travail 2022 coïncident avec les plans d'action qui ont été développés cette année-là sur les thèmes suivants :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Des cantines saines et durables2. Déchets alimentaires3. Formation et conseils sur la production agroécologique4. Gouvernance et planification stratégique5. Renforcer les marchés agroécologiques6. Sensibilisation, éducation et formation en matière d'alimentation durable et saine.
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.zaragoza.es/sede/portal/participacion/consejos/consejos-sectoriales/alimentario



ESPAGNE

ESPACES POLITIQUES

Processus participatif pour les cantines scolaires de Catalogne

DATE DE DÉBUT/ FIN	Mai - juin 2019
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Catalunya (Catalogne)
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le département de l'éducation du gouvernement de Catalogne
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le département de l'éducation du gouvernement de Catalogne a promu un espace participatif consistant en un débat entre tous les agents impliqués dans les cantines scolaires.</p> <p>L'objectif était de générer un cadre d'intérêt collectif pour construire démocratiquement et conjointement le projet éducatif des cantines scolaires en tenant compte des aspects éducatifs, alimentaires et de service.</p>



SUÈDE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Stratégie alimentaire de Västerbotten

DATE DE DÉBUT/ FIN	2021 - en cours
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Région de Västerbotten
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	La région de Västerbotten, le conseil du comté de Västerbotten et la fédération des agriculteurs suédois de Västerbotten.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>La stratégie alimentaire de Västerbotten est une politique publique élaborée par le gouvernement régional. L'objectif global de la stratégie est d'augmenter la production alimentaire dans la région. L'accent est donc mis sur le soutien aux petits producteurs et aux systèmes alimentaires territoriaux.</p> <p>La stratégie s'articule autour de quatre axes stratégiques : (1) l'augmentation de la demande de denrées alimentaires produites localement, (2) l'augmentation des denrées alimentaires produites localement dans les marchés publics, (3) la promotion des denrées alimentaires régionales dans les cuisines des restaurants et dans le tourisme alimentaire, et (4) la réduction des déchets alimentaires. Notamment, la stratégie consacre également de l'espace à la sécurité de l'approvisionnement alimentaire dans la vie quotidienne, en cas de crise et, enfin, en cas de guerre.</p> <p>Comme dans la stratégie alimentaire nationale, la région de Västerbotten s'est fixé pour objectif de consacrer 30 % de ses terres arables à l'agriculture biologique et 60 % de ses marchés publics à l'alimentation biologique d'ici à 2030. La stratégie s'adresse à tous ceux qui travaillent ou s'intéressent à la production alimentaire de la région. Pour que les objectifs de la stratégie soient atteints, la participation d'un grand nombre d'acteurs est envisagée. L'industrie alimentaire est considérée comme le principal acteur de la mise en œuvre de la politique dans la production primaire et la transformation, dans le commerce et avec les distributeurs, ainsi que dans l'industrie hôtelière de la région.</p> <p>Les 15 municipalités du comté, grâce à leurs bureaux d'affaires, à leur responsabilité en matière d'aménagement du territoire et de l'eau, et au grand nombre de repas servis dans les cuisines publiques, ont une grande possibilité d'influencer l'élaboration de la stratégie.</p> <p>La stratégie a fait l'objet de deux cycles de consultation distincts et plusieurs ateliers ont été organisés en rapport avec des parties spécifiques de la stratégie, auxquels ont participé des organisations d'intérêt, des organisations de la société civile, des entreprises, des particuliers et des autorités. La population samie de la région de Västerbotten a été invitée à participer à un atelier d'une journée consacré à l'alimentation samie. La stratégie est directement liée au droit à la culture autochtone et au droit de pratiquer l'élevage de rennes.</p> <p>L'un des axes de la stratégie étant les crises et la préparation, l'alimentation est considérée comme un droit inhérent pour les habitants de la région. L'un des défis auxquels la région est confrontée consiste à garantir des ressources à long terme pour la mise en œuvre de la stratégie et le suivi des objectifs.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://vasterbottensmat.se



SUÈDE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Stratégie alimentaire de la Norrbotten

DATE DE DÉBUT/ FIN	2022 - 2023
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Comté de Norrbotten
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	La région de Norrbotten, le conseil du comté de Norrbotten et la Fédération des agriculteurs suédois de Norrbotten.
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Norrbotten est le comté le plus septentrional de Suède. Il s'agit également du plus grand comté en termes de superficie, soit près d'un quart de la superficie totale de la Suède. La stratégie alimentaire de cette vaste région a été élaborée en 2022, avec des objectifs pour 2030, par le conseil du comté de Norrbotten, la région de Norrbotten, les 14 municipalités de Norrbotten et la Fédération des agriculteurs suédois de Norrbotten.</p> <p>Le processus d'élaboration s'est articulé autour de quatre ateliers portant sur des thèmes différents. Ces thèmes ont ensuite donné lieu aux objectifs stratégiques. Selon le conseil du comté, toutes les personnes impliquées dans la production primaire, la transformation des aliments, la distribution, les marchés publics et, d'une manière générale, dans le système alimentaire ont été invitées aux séminaires, avec une attention particulière pour les acteurs samis du comté.</p> <p>La stratégie alimentaire de Norrbotten présente une vision commune et une image cible permettant aux acteurs du comté de travailler ensemble pour atteindre les objectifs fixés. La stratégie a six objectifs principaux : (1) augmentation de la production d'aliments régionaux, (2) augmentation de la valeur de la production d'aliments régionaux, (3) augmentation de la sécurité alimentaire dans la région, (4) plus d'aliments régionaux dans l'épicerie, (5) l'alimentation en tant que question visible et clé pour la société, et (6) l'alimentation en tant que clé pour une économie circulaire. La stratégie est également axée sur la durabilité à long terme (économique, sociale et écologique), ce qui signifie que l'objectif est de créer des valeurs durables à long terme pour chaque partie du système alimentaire.</p> <p>La tâche de coordination de la stratégie alimentaire de Norrbotten est assumée par le conseil administratif du comté de Norrbotten. Le travail se fait en collaboration avec la région de Norrbotten, les municipalités de Norrbotten et la Fédération des agriculteurs suédois de Norrbotten. La stratégie alimentaire de Norrbotten s'adresse principalement aux acteurs du système alimentaire, au commerce alimentaire, aux organisations de conseil, aux institutions de recherche et d'enseignement, au secteur public, aux financiers, aux organisations rurales et, surtout, aux responsables politiques locaux et régionaux.</p> <p>La stratégie comporte trois niveaux : La stratégie, le plan d'action et les indicateurs. La stratégie énonce les objectifs stratégiques. Le plan d'action indique les effets à obtenir, les mesures nécessaires pour atteindre les effets souhaités et les groupes cibles à impliquer. Il relie également chaque effet souhaité à l'Agenda 2030. La stratégie et le plan d'action ont été adoptés en mars 2022. Une partie du travail des coordinateurs consiste maintenant à produire des indicateurs pertinents pour suivre et évaluer la mise en œuvre de la stratégie. L'approche de la stratégie et du plan d'action consiste à impliquer les différents groupes cibles et à les inciter à mettre en œuvre la stratégie - séparément et ensemble.</p> <p>L'un des résultats est le conseil diététique régional qui combine les objectifs de santé publique et de durabilité.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.naramat.nu/



SUÈDE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Stratégie d'aménagement du territoire de Södertälje

DATE DE DÉBUT/ FIN	2018– 2030
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Municipalité de Södertälje
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Municipalité de Södertälje
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Södertälje est une ville du comté de Stockholm. En 2017, elle comptait 72 704 habitants. Depuis 2018, la municipalité de Södertälje a adopté une stratégie d'aménagement du territoire pour 2030. Cette stratégie vise à tirer parti de toutes les possibilités de culture pour produire plus d'aliments localement et pour créer une production alimentaire plus résiliente et plus robuste. La stratégie couvre les cultures à la fois dans la campagne de la municipalité et dans la ville, ainsi que dans la zone marginale entre les deux.</p> <p>La politique définit la culture des terres comme suit : L'agriculture professionnelle (céréales, lait et viande), l'horticulture professionnelle (légumes, baies et fruits), la culture complémentaire à des fins éducatives, culturelles ou thérapeutiques (activités scolaires et de soins, associations, entreprises sociales qui utilisent la culture comme concept), et la culture de loisir (culture sur des parcelles, culture urbaine dans des lieux publics ou sur des terrains de quartier). L'objectif de la stratégie est de montrer comment la municipalité, sur la base de ses différents rôles et fonctions, peut promouvoir la culture locale et protéger les terres arables. La stratégie montre également ce que d'autres acteurs peuvent faire pour promouvoir la culture.</p> <p>Les objectifs et les cibles de la stratégie visent la culture biologique dans la municipalité. La stratégie vise également à rendre les terres de la municipalité accessibles aux groupes marginalisés. La politique s'articule autour des quatre catégories de culture et, pour atteindre les objectifs de chaque catégorie, la municipalité s'engage dans les domaines d'action suivants : Guide et soutien pour promouvoir l'horticulture, assurer la disponibilité à long terme des terres agricoles pour la production alimentaire, créer de nouvelles opportunités de culture et augmenter le degré d'autosuffisance locale, et assurer la fourniture de compétences en matière de culture.</p> <p>Le processus d'élaboration de la politique a été mené en collaboration avec l'association locale des agriculteurs et les sociétés de logement privées et publiques de la municipalité, car elles possèdent des terres. L'un des thèmes abordés dans le cadre du processus d'élaboration a été la manière de mettre des terres arables à la disposition de ceux qui n'en possèdent pas aujourd'hui, tels que les travailleurs agricoles et/ou les ménages privés.</p> <p>L'un des obstacles à la politique a été de savoir comment soutenir financièrement l'agriculture à petite échelle en dehors de l'accès à la terre. Les décideurs politiques se demandent qui doit investir dans l'équipement ? Est-ce la municipalité ou le propriétaire foncier qui, par le biais de cette politique, loue des terres ?</p> <p>Entre 2016 et aujourd'hui, la proportion de terres arables cultivées de manière biologique est passée de 14 % à 25 % dans la municipalité. Cette augmentation signifie que Södertälje est désormais en bonne voie pour atteindre l'objectif de la stratégie alimentaire suédoise, selon lequel 30 % des terres agricoles devraient être cultivées de manière biologique d'ici à 2030. Les citoyens de la municipalité de Södertälje disposant de faibles ressources financières et souhaitant cultiver des aliments pour leur propre subsistance sur les terres de la municipalité ont eu accès à des terres grâce à cette politique.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.sodertalje.se/bo-och-bygga/tomt-och-mark/odling/odlingsstrategi/



SUÈDE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Stratégie alimentaire de Stockholm

DATE DE DÉBUT/ FIN	2019 - 2023
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	Région de Stockholm
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Développement rural de la région de Stockholm (municipalité de Stockholm)
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>En mai 2019, le conseil municipal de Stockholm a approuvé la première stratégie alimentaire à l'échelle de la ville : une alimentation savoureuse, saine et respectueuse du climat. Cette stratégie alimentaire vise à augmenter et à égaliser la qualité des repas servis dans toutes les cuisines municipales, à améliorer les questions de santé publique liées à la consommation alimentaire et à réduire l'impact environnemental et climatique des aliments achetés par les cuisines municipales dans les établissements préscolaires, les écoles et les maisons de retraite/ services de soins aux personnes âgées.</p> <p>Les comités et les entreprises de la ville sont chargés de veiller à ce que la stratégie alimentaire, les lignes directrices et les documents politiques soient mis en œuvre, respectés et suivis dans leur propre organisation. Les écoles maternelles et primaires publiques, ainsi que les maisons de retraite et les services de soins aux personnes âgées sont concernés. C'est la ville de Stockholm qui alloue le budget à la stratégie.</p> <p>La stratégie est orientée vers 2030 et est présentée dans des plans d'action de trois ans à la fois. Le plan d'action actuel porte sur la période 2021 - 2023. Les mesures prévues dans les plans d'action sont volontaires et présentées comme des solutions de rechange plutôt que comme des actions. La politique s'adresse à tous les citoyens du comté de Stockholm. Le processus d'élaboration de la politique a consisté en des ateliers ouverts auxquels tout le monde était invité à participer.</p> <p>L'alimentation est un point d'intersection dans la planification sociale, et le défi pour le comté de Stockholm a été de traduire la stratégie alimentaire nationale en une réalité régionale. Stockholm est un petit comté, mais il abrite 23 % de la population suédoise et la capitale. La politique n'a pas d'objectifs en matière d'agriculture biologique.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.lansstyrelsen.se/stockholm/natur-och-landsbygd/livsmedel-och-foder/livsmedelsstrategi/livsmedelsstrategi-stockholms-lan.html



SUÈDE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Politique alimentaire de Malmö

DATE DE DÉBUT/ FIN	2010 - en cours
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	La ville de Malmö
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le conseil municipal de Malmö
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Malmö est la troisième plus grande ville de Suède. La politique de Malmö en matière de développement durable et d'alimentation a été approuvée par le conseil municipal en 2010. Les principaux objectifs de cette politique sont de servir dans les cantines publiques des aliments sains et de qualité, préparés par un personnel averti et compétent, et de s'approvisionner en aliments d'une manière durable et respectueuse du climat.</p> <p>Cette politique avait deux objectifs environnementaux ambitieux : Premièrement, tous les aliments servis à Malmö devraient être biologiques d'ici à 2020 ; deuxièmement, les émissions de gaz à effet de serre liées à l'approvisionnement alimentaire devraient être réduites de 40 % d'ici à 2020 (par rapport au niveau de 2002). La ville de Malmö est consciente de l'ambition de ces objectifs, mais elle s'est engagée à placer la barre très haut pour que d'autres villes s'en inspirent. Cette politique s'applique aux activités de la ville de Malmö qui achètent, commandent, préparent et servent des aliments et des boissons. Elle s'applique également à ceux qui achètent des services de restauration.</p> <p>L'administration publique de la ville de Malmö a la responsabilité commune de veiller à ce que la politique de développement durable et d'alimentation devienne une réalité. Les comités techniques et de district doivent décomposer les objectifs généraux en sous-objectifs et en actions qui conviennent à leurs domaines de responsabilité respectifs et les adapter de manière à ce qu'ils s'intègrent dans leurs activités. La commission de l'environnement est chargée des questions transversales relatives à la mise en œuvre de la politique.</p> <p>La politique de Malmö se concentre sur la restauration du secteur public (aliments servis dans les écoles maternelles, les écoles, les maisons de retraite et d'autres installations municipales). La ville a travaillé en étroite collaboration avec les fournisseurs et le service des achats pour s'assurer que les denrées alimentaires disponibles aident le personnel de restauration à atteindre les objectifs fixés.</p> <p>La ville de Malmö signe des accords sur mesure avec ses fournisseurs et son personnel de restauration doit s'approvisionner auprès d'eux. La ville de Malmö a mis en place des cours d'éducation et de formation destinés principalement au personnel de restauration (cours de cuisine théoriques et pratiques), mais aussi aux enseignants des écoles maternelles, aux directeurs et aux soignants, afin qu'ils sachent pourquoi Malmö souhaite modifier l'alimentation servie dans la ville.</p> <p>Si la ville n'a pas atteint les objectifs ambitieux qu'elle s'était fixés pour 2020 - aujourd'hui, 70 % des repas servis par la ville sont biologiques et les émissions de gaz à effet de serre ont été réduites de 30 % -, elle a néanmoins réalisé des progrès importants.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://motenmedborgarportal.malmo.se/welcome-sv/namnder-styrelser/miljonamnden/mote-2019-06-11/agenda/bilaga-1-policy-for-hallbar-utveckling-och-matpdf?download_Mode=open



SUÈDE

POLITIQUES ET INITIATIVES

La vision alimentaire de Sápmi

DATE DE DÉBUT/ FIN	2011 - en cours
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	La région traditionnelle de Sápmi
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Le parlement de Sápmi
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Les Samis sont le peuple de langue traditionnelle samie qui habite la région de Sápmi, qui englobe aujourd'hui de grandes parties septentrionales de la Norvège, de la Suède, de la Finlande et de la péninsule de Kola en Russie. La représentation politique de la communauté samie en Suède est assurée par le Parlement sami, qui est à la fois un parlement élu par le public et une agence de l'État suédois. Les tâches du parlement sont régies par la loi sur le parlement sami suédois. C'est au bureau principal de Kiruna que les fonctionnaires effectuent les tâches quotidiennes de l'agence et de l'administration politique avec des politiciens élus par le public.</p> <p>En 2011, le Parlement sami a élaboré une politique alimentaire pour la région traditionnelle de Sápmi. Il s'agit donc d'une politique publique, mais qui n'émane pas d'une autorité suédoise : la vision alimentaire de Sápmi est une politique samie. Cette politique n'a pas d'objectifs contraignants et présente plutôt un récit sur le futur système alimentaire de Sápmi. Elle s'articule autour des notions de souveraineté alimentaire et de souveraineté du savoir, et se subdivise en deux domaines : le développement durable et la culture alimentaire samie.</p> <p>La vision alimentaire montre l'orientation et constitue un cadre pour les investissements futurs du Parlement sami. La politique a été élaborée par le Parlement sami en collaboration avec la Confédération nationale samie de Suède (SSR), Slow Food Sápmi et le Centre d'éducation samie (SUC).</p> <p>Lors de la rédaction de la stratégie alimentaire nationale en 2018, la perspective samie a été exclue, c'est pourquoi le Parlement sami a décidé de rédiger sa propre stratégie basée sur la Vision alimentaire samie. Ce processus est actuellement en cours.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.sametinget.se/66819



SUÈDE

POLITIQUES ET INITIATIVES

Stratégie climatique d'Örebro

DATE DE DÉBUT/ FIN	2020 - 2030
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	La municipalité suédoise d'Örebro
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	Municipalité d'Örebro
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Örebro, située dans la partie centrale de la Suède, est la septième ville du pays. L'objectif à long terme de la municipalité est d'être climatiquement neutre d'ici 2045 et climatiquement positif d'ici 2050. La stratégie climatique de la municipalité précise ce qui doit être fait dans le domaine du climat pour que les objectifs soient atteints.</p> <p>La municipalité d'Örebro s'est efforcée d'augmenter la part des produits biologiques dans les achats publics de denrées alimentaires. En 2021, 71 % du total des achats alimentaires de la municipalité étaient biologiques. La municipalité d'Örebro a ainsi remporté le prix Ekomatsligan 2022. Ekomatsligan est un classement des municipalités et des régions du pays concernant leurs achats de produits biologiques.</p> <p>La stratégie climatique est divisée en objectifs et en cibles :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Réduire l'impact sur le climat des aliments achetés de 20 % d'ici à 2020 et de 46 % d'ici à 20302. Réduire les déchets alimentaires provenant des repas pris au sein de la municipalité à moins de 10 % en 2020 et à 8 % en 2030.3. Augmenter le pourcentage d'aliments biologiques dans les achats alimentaires à 80 % et le pourcentage d'aliments produits localement à au moins 20 % d'ici 2020.4. Tous les achats de café, de thé, de bananes, de cacao et de chocolat à boire, ainsi que 50 % des confiseries au chocolat, doivent être étiquetés de manière éthique d'ici à 2020.
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.orebro.se/download/18.1d8f9a39155628f73841694a/1485339455931/Klimatstrategi+Örebro+kommun.pdf



SUÈDE

ESPACES POLITIQUES

Conseil de la politique alimentaire de Malmö

DATE DE DÉBUT/ FIN	2021 - en cours
LOCALISATION ET CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE	La ville de Malmö
QUI EST À L'ORIGINE DE LA POLITIQUE	<p>L'administration environnementale de la ville de Malmö a reçu un financement du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour un projet intitulé Food Malmö 2019-2020. L'objectif de Food Malmö était d'améliorer les connaissances et l'accès à des aliments et des boissons bons, sains, produits localement et durables pour tous les habitants de Malmö. Pour ce faire, il a réuni des producteurs locaux, des entrepreneurs du secteur alimentaire, des entreprises, le secteur public, des acteurs à but non lucratif et des établissements d'enseignement afin de créer une plateforme commune de dialogue. Une fois le projet achevé, les principaux acteurs ont formé le Conseil alimentaire de Malmö afin de poursuivre la création d'une plateforme multi-acteurs.</p>
BRÈVE PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE	<p>Le Conseil alimentaire de Malmö est une initiative multi-acteurs sous la forme d'une coalition communautaire. Le Conseil a pour objectif de renforcer et de promouvoir un système alimentaire local inclusif et durable.</p> <p>Le conseil a récemment reçu un financement et emploiera désormais un coordinateur. Le Conseil alimentaire de Malmö est une association à but non lucratif financée par l'UE par l'intermédiaire de l'Agence suédoise pour l'innovation, avec une subvention de deux ans. Les principaux objectifs du Food Council sont de rassembler les acteurs du système alimentaire de Malmö au sein d'une plateforme unique, de réunir les membres de la communauté et les autorités locales afin de promouvoir la santé sociale, économique et environnementale des systèmes alimentaires locaux et régionaux de Malmö.</p> <p>Toute personne participant au système alimentaire de Malmö est invitée à poser sa candidature. Il n'y a pas de quotas ou de sièges réservés à des groupes spécifiques. Pour devenir membre du conseil, vous devez poser votre candidature comme appartenant à l'un des six domaines de compétence du conseil, en fonction de vos connaissances et de votre expérience dans le domaine de l'alimentation. Les domaines de compétence sont la production, l'éducation, la communication, le marché, la gastronomie et les déchets alimentaires.</p>
PLUS D'INFORMATIONS	https://www.malmofoodcouncil.org